

**ANNEXE
COMPTES
CONSOLIDÉS
AU 31/12/2017**



BOUYGUES

SOMMAIRE

(chiffres exprimés en millions d'euros sauf mention contraire)

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	5
NOTE 2	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE	9
NOTE 3	ACTIF NON COURANT	30
NOTE 4	ACTIF COURANT	41
NOTE 5	INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	44
NOTE 6	PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES.....	47
NOTE 7	ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ	49
NOTE 8	DETTE FINANCIÈRE NON COURANTES ET COURANTES	52
NOTE 9	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET	55
NOTE 10	PASSIF COURANT.....	56
NOTE 11	CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	57
NOTE 12	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA	60
NOTE 13	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS.....	61
NOTE 14	IMPÔT	62
NOTE 15	RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	64
NOTE 16	INFORMATION SECTORIELLE	64
NOTE 17	INSTRUMENTS FINANCIERS	69

NOTE 18	ENGAGEMENTS HORS BILAN	71
NOTE 19	ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION AU CAPITAL	75
NOTE 20	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	78
NOTE 21	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET DÉTERMINATION DU CASH FLOW LIBRE	80
NOTE 22	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	82
NOTE 23	IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES IFRS 15 : « PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS » ET IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS »	83
NOTE 24	LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DU PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2017	92

Déclaration de conformité :

Au 31 décembre 2017, les comptes consolidés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des charges et produits comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2016.

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Périmètre au 31 décembre 2017

Au 31 décembre 2017, le périmètre comprend 1 110 entités contre 1 065 à fin 2016. Les sociétés acquises ou cédées sur l'exercice n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes de l'exercice 2017.

(au 31 décembre)	2017	2016
Sociétés contrôlées	776	777
Activités conjointes	163	162
Coentreprises et entités associées	171	126
	1 110	1 065

1.2 Faits significatifs

1.2.1 Faits significatifs de l'exercice 2017

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2017 sont présentées ci-après :

- Le 30 janvier 2017, TF1 a accepté l'offre sous conditions suspensives de Mediawan SA, relative à l'acquisition de sa participation de 33,5% dans Groupe AB. Au 31 mars 2017, les conditions suspensives ayant été levées, la cession de cette participation a pris effet et a généré une plus-value provisoire, dans l'attente de la validation de la trésorerie nette de Groupe AB au 31 mars 2017. La détermination du prix définitif ayant été finalisée en septembre, la plus-value définitive de 14 millions d'euros est comptabilisée dans le résultat consolidé en «Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées (note 3.2 de l'annexe)».
- Le 31 janvier 2017, Bouygues Telecom a signé un accord avec Cellnex (groupe espagnol) portant sur 3 000 sites télécoms en France pour un montant total de 854 millions d'euros. L'opération s'effectue dans un premier temps via la cession sur deux ans par Bouygues Telecom d'un lot de 1 800 sites existants (500 millions d'euros), puis se fera par la construction commune de 1 200 nouveaux sites sur cinq ans (354 millions d'euros). Un contrat de prestations d'accueil et de service entre Bouygues Telecom et Cellnex sur 15 ans renouvelable a également été signé. Au 31 décembre 2016, les 1 800 sites étaient présentés au bilan en « Actifs détenus en vue de la vente » pour 121 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, 1 085 sites ont été cédés pour 307 millions d'euros ramenant les « Actifs détenus en vue de la vente » à 38 millions d'euros, après ajustement du périmètre des sites concernés. La plus-value s'élève à 223 millions d'euros et est présentée en « autres produits opérationnels » (note 12 de l'annexe).
- Le 25 juillet 2017, un élargissement de l'accord du 31 janvier 2017 a été signé entre Bouygues Telecom et Cellnex portant sur l'ajout d'un maximum de 600 sites télécoms, pour un prix de cession pouvant atteindre 170 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, ces sites ne répondent pas à la définition des « Actifs détenus en vue de la vente », le volume de sites qui sera effectivement cédé étant incertain à date.
- Le 25 juillet 2017, Bouygues Immobilier et AccorHotels ont annoncé la création d'une coentreprise, détenue à 50/50, avec pour objectif d'accélérer le développement de Nextdoor en France et en Europe. Cette opération a généré une plus-value de 28 millions d'euros au titre de la cession de 50% de Nextdoor et de la réévaluation de la participation conservée comptabilisée en « Autres produits et charges d'exploitation ».

- Le 30 août 2017, Colas Canada a signé à Toronto un protocole d'accord visant à acquérir 100 % des titres du groupe Miller McAsphalt. Le *closing* de l'opération devrait intervenir au premier trimestre 2018. L'opération est soumise à différentes conditions préalables, dont les approbations réglementaires liées à la Loi sur la concurrence, la Loi sur Investissement Canada et la Loi sur les transports au Canada.
- Le 26 septembre 2017, Siemens et Alstom ont signé un protocole d'accord comportant un engagement réciproque d'exclusivité pour combiner leurs activités ferroviaires. En rémunération de l'apport à Alstom de ses activités « mobilité » et « traction » Siemens recevrait des actions nouvellement émises représentant 50% du capital d'Alstom sur une base entièrement diluée. De leur côté les actionnaires d'Alstom recevraient un dividende de 4 euros correspondant à une prime de contrôle et un autre dividende de 4 euros au maximum, versé grâce au produit d'options permettant à Alstom de vendre sa part de coentreprises avec General Electric.

Dans le cadre de cette opération, l'État français a mis fin le 17 octobre 2017 au prêt de titres Alstom que lui avait consenti le Groupe et n'a pas exercé les options d'achat que Bouygues lui avait octroyées en 2014.

Bouygues soutient pleinement l'opération et votera en sa faveur au conseil d'administration d'Alstom et à l'Assemblée Générale Extraordinaire décidant de la transaction. Bouygues s'est engagé à conserver ses actions jusqu'à cette Assemblée Générale Extraordinaire et au plus tard jusqu'au 31 juillet 2018.

La réalisation définitive de la transaction (*closing*) sera soumise à la condition suspensive de l'obtention des autorisations de plusieurs autorités, notamment celle de la Commission européenne, ainsi qu'à la confirmation par l'Autorité des Marchés Financiers qu'aucune OPA ne devra être lancée par Siemens après la réalisation de l'apport. L'opération pourrait être réalisée à la fin de l'année civile 2018.

A l'issue de cette opération, le groupe Bouygues serait détenteur d'environ 14 % du capital de la nouvelle entité.

- Le 6 octobre 2017, le Conseil constitutionnel a déclaré inconstitutionnelle dans son intégralité la taxe de 3% sur les dividendes versés par les entreprises françaises. Un produit d'impôt de 90 millions d'euros et les intérêts moratoires de 9 millions d'euros liés à cet événement ont été pris en compte au 4ème trimestre 2017.

1.2.2 Rappel des faits significatifs de l'exercice 2016

Les principales acquisitions et opérations de l'exercice 2016 sont présentées ci-après :

- Le 5 janvier 2016, Bouygues a annoncé que des discussions préliminaires ont été engagées avec Orange pour explorer toute éventuelle opportunité et qu'un accord de confidentialité a été signé par Bouygues et Orange. Après trois mois de discussions, un accord n'a pu être trouvé. En conséquence, le conseil d'administration de Bouygues réuni le 1er avril 2016 a décidé à l'unanimité de mettre fin aux négociations en cours.
- Le 26 janvier 2016, TF1 a acquis 70 % du capital de la société FLCP, rebaptisée Newen Studios, société holding de la société de production Newen. Un pacte d'actionnaires a été signé pour définir les règles de gestion opérationnelle de Newen et des promesses d'achat et de vente de la participation résiduelle ont été mises en place. Les cédants disposent de la faculté de vendre, et TF1 dispose de la faculté d'acheter, la participation résiduelle du capital sur une période de cinq ans à compter de 2018. Newen Studios est consolidée à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'engagement pris par TF1 de racheter les 30 % aux minoritaires a fait l'objet d'une évaluation basée sur des hypothèses de flux de trésorerie actualisés et a été comptabilisé en dette financière non courante en contrepartie des capitaux propres. L'incidence de cette acquisition sur l'endettement net du Groupe s'élève à 293 millions d'euros au 31 décembre 2016. Par ailleurs, le 24 février 2016, Newen Studios a fait l'acquisition de 100% du capital de la société Rendez Vous Production Séries (RDVPS), consolidée en intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2016. Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode du *goodwill* partiel et un *goodwill* provisoire a été enregistré pour 114 millions d'euros, après allocation du prix d'acquisition qui a conduit à réévaluer à leur juste valeur les droits de production et de distribution d'un

montant brut provisoire de 68 millions d'euros amortis à compter du 1er janvier 2016 en «Autres charges opérationnelles» (note 12 de l'annexe) sur une durée moyenne de trois ans selon les programmes.

- Le 28 janvier 2016, Alstom a racheté 91,5 millions de ses actions, dont 28 457 641 auprès de Bouygues. Cette opération s'est traduite par l'encaissement d'un produit de cession de 996 millions d'euros. A l'issue de cette opération, Bouygues détenait 28,3 % du capital de la société Alstom, dont 20 % faisait l'objet d'un prêt de titres à l'État jusqu'au 17 octobre 2017.
- Le 2 février 2016, Colas a annoncé la cession de ses 15,56 % du capital de la société Atlandes, concessionnaire de l'A63, à des fonds d'investissement, pour 96 millions d'euros (dont 29 de remboursement de comptes courants). Une plus-value de cession de 65 millions d'euros a été comptabilisée au quatrième trimestre 2016 en « Autres produits financiers ».
- Le 8 février 2016, l'État a annoncé l'entrée en vigueur des accords avec Bouygues concernant Alstom et la mise en place d'un prêt de titres par Bouygues jusqu'au 17 octobre 2017 permettant à l'État d'exercer 20 % des droits de vote d'Alstom. Aux termes de ces accords, Bouygues :
 - conserve un poste d'administrateur,
 - bénéficie des dividendes sur l'ensemble de sa participation,
 - récupérera les droits de vote attachés aux actions prêtées en cas de non acquisition par l'État et,
 - conserve a minima 8,3 % des droits de vote.

Par ailleurs, Olivier Bouygues est resté administrateur d'Alstom.

Conformément à la norme IAS 28 §6 et 13, Bouygues continue à exercer une influence notable sur Alstom et la participation continue à être comptabilisée en titres mis en équivalence pour la totalité.

- Le 11 juillet 2016, un accord définitif de cession de pylônes a été signé par Bouygues Telecom avec Cellnex. Cet accord porte sur 500 pylônes pour un montant de 147 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, une plus-value de 104 millions d'euros a été comptabilisée en «Autres produits opérationnels» (note 12 de l'annexe). Cette cession s'accompagne d'un accord d'hébergement et de service sur une durée de 20 ans entre les partenaires.
- Le 9 novembre 2016, Bouygues a cédé 46,1% du capital d'Adelac, la société concessionnaire de l'autoroute A41 Nord reliant Annecy à Genève. Détenue par des filiales de Bouygues Construction (39,2%) et par Colas (6,9%), cette participation a été cédée pour 130 millions d'euros, générant une plus-value de cession nette de 129 millions d'euros, comptabilisée en «Résultat net des coentreprises et entités associées».

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2017

- Le 12 janvier 2018, le gouvernement et le régulateur d'une part, les quatre opérateurs mobiles d'autre part se sont mis d'accord pour augmenter la couverture mobile du territoire d'ici 2031 et notamment des voies ferrées et axes routiers, ainsi que celle des zones blanches et grises d'ici 2025. Cet accord une fois finalisé devrait se traduire pour Bouygues Telecom par la mise en place de 5 000 sites supplémentaires dans les zones blanches et grises du territoire en mutualisation avec les autres opérateurs, ainsi que plusieurs milliers d'autres pour les principaux axes routiers et ferroviaires. En contrepartie de ces investissements, Bouygues Telecom bénéficiera d'une prolongation de dix ans des durées des licences actuelles, une exonération d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pendant cinq ans pour une partie des nouveaux sites installés ainsi que plusieurs mesures tendant à la simplification administrative des déploiements de réseaux. De manière à mettre en oeuvre cet accord, l'Arcep devra lancer au cours de l'année 2018 une consultation publique sur le processus de réattribution des fréquences 900, 1 800 et 2 100 MHz qui arrivent à échéance entre 2022 et 2024. Ce n'est qu'à l'issue de cette consultation que l'accord visant à augmenter la couverture mobile du territoire d'ici 2031 sera mis en oeuvre.
- Le 17 janvier 2018, un accord a été signé, relatif à l'acquisition par TF1 de la participation majoritaire du groupe Axel Springer (environ 78% du capital) dans le groupe aufeminin (pour un prix global de 365 millions d'euros, sous réserve d'ajustements usuels à la date de réalisation). La réalisation de cette opération reste soumise à l'obtention d'autorisations réglementaires en France et en Autriche. TF1 déposera une offre publique d'achat obligatoire simplifiée au même prix sur le solde du capital une fois cette acquisition réalisée.

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 Les activités du groupe Bouygues

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié et ses métiers s'organisent autour des trois pôles d'activités ci-après :

- Activités de construction :
 - Construction et services (Bouygues Construction) ;
 - Promotion immobilière (Bouygues Immobilier) ;
 - Infrastructures de transport (Colas).
- Médias :
 - Le groupe TF1 («TF1») ;
- Télécoms :
 - Téléphonie fixe / mobile, services de télévision et internet (Bouygues Telecom).

Le groupe Bouygues détient également une participation de 27,98 % dans Alstom (Transport) au 31 décembre 2017.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers, ainsi que les participations dans les coentreprises, les entités associées et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros – devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe – et intègrent les recommandations de présentation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 21 février 2018 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 26 avril 2018.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2017 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2016 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2017.

- Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2017 :

- **Amendements IAS 7 : État des flux de trésorerie**

Ces amendements posent comme principe qu'une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.

Ces amendements, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, ont été appliqués par anticipation dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Ainsi, le Groupe fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la situation financière en ce qui concerne les passifs inclus dans les activités de financement en note 9 de l'annexe.

- **IFRS 9 :**

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe a décidé de ne pas appliquer cette norme par anticipation.

Les dispositions de la norme sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers seront appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les appliquera également au 1^{er} janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.

L'impact de l'application de cette norme au 1^{er} janvier 2018 n'est pas matériel et est présenté en note 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

- **IFRS 15 : Produits des activités ordinaires issus des contrats clients.**

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation. Il l'appliquera au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et l'exercice 2017 est également retraité des impacts IFRS 15 (présentation d'un exercice comparatif).

Les impacts de l'application d'IFRS 15 sur le bilan au 31 décembre 2016, les périodes intermédiaires 2017 et l'exercice 2017 sont présentés en note 23 de l'annexe.

- Norme IFRS en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

- **IFRS 16 :**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « contrats de location ». IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrat de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créées par un contrat de location. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1^{er} janvier 2019.

Le Groupe a retenu l'approche rétrospective pour la première application de la norme.

L'impact d'IFRS 16 est en cours d'évaluation. Compte tenu des changements normatifs attendus et des incertitudes portant notamment sur la durée des contrats à retenir, les éléments détaillés dans les annexes au 31 décembre 2017 au titre des locations ne représentent pas une indication de ce que pourrait être l'impact de l'application d'IFRS 16 sur les comptes du Groupe.

- Interprétation essentielle publiée par l'IASB, non adoptée par l'Union européenne :

- **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux**

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 et non adoptée par l'Union européenne. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer cette interprétation par anticipation et a entrepris une évaluation des conséquences éventuelles de son application.

- Jugements et recours à des estimations :

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des *goodwill* et des participations, des paiements en actions (*stock-options*), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif et des provisions, etc.

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

- Actifs détenus en vue de la vente et activités arrêtées ou détenues en vue de la vente :

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité arrêtée ou classée comme détenue en vue de la vente représente une activité significative pour le Groupe, ayant été une unité génératrice de trésorerie et faisant l'objet, soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités arrêtées ou détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes spécifiques des comptes consolidés pour toutes les périodes présentées.

2.3 Méthodes de consolidation

2.3.1 Sociétés contrôlées

Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées.

- Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

Au 31 décembre 2017, Bouygues détient directement ou indirectement 43,81 % du capital et des droits de vote de TF1. Le groupe Bouygues détient le contrôle sur TF1 dans la mesure où tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- Il détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes. Le groupe Bouygues :
 - détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1 et aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par le groupe Bouygues,
 - détermine seul les décisions en assemblée générale sur une période d'au moins deux exercices successifs,
- Il est exposé ou a droit à des rendements variables. Avec 43,81% de détention, le groupe Bouygues est fortement exposé aux rendements variables de TF1 (dividendes).
- Il a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. En effet, le groupe Bouygues :
 - détient cinq postes d'administrateurs au sein du conseil d'administration de TF1 sur les onze postes d'administrateurs,
 - joue un rôle prépondérant dans la nomination des principaux dirigeants de TF1, les deux membres du comité de sélection sont des représentants du groupe Bouygues.

2.3.2 Sociétés contrôlées conjointement

Une coentreprise ou une activité conjointe est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint. Pour les activités conjointes, qui confèrent à chacun des co-participants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les actifs et passifs, charges et produits, sont comptabilisés selon les intérêts dans l'activité conjointe. Les coentreprises qui confèrent des droits dans l'actif net sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

2.3.3 Sociétés sous influence notable

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

2.4 Regroupements d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre de la norme IFRS 3 révisée.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises à la date d'acquisition, le *goodwill* correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle, minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris et, le cas échéant, de la réévaluation en juste valeur de la part antérieurement détenue. Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un *goodwill* alloué à ces derniers, selon la méthode dite du «*goodwill* complet»),
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans *goodwill* affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, selon la méthode dite du «*goodwill* partiel»).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le *goodwill* est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder douze mois.

Les *goodwill* négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le *goodwill* est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé «Suivi de la valeur des actifs immobilisés», conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à IFRS 3, à la date de prise de contrôle par étape, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat ; en cas de perte de contrôle avec conservation d'une participation, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre la contrepartie transférée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est constaté directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas de constatation de *goodwill* complémentaire.

Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat.

En cas de cession partielle des activités constitutives d'une UGT, le Groupe retient généralement le principe d'allocation du *goodwill* affecté à l'activité cédée à proportion de sa valeur relative dans l'UGT à la date de cession, sauf s'il peut être démontré qu'une autre méthode reflète mieux le *goodwill* lié à l'activité cédée, conformément à l'IAS 36.86.

Les *goodwill* déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

2.5 Méthode de conversion des éléments en devises

2.5.1 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.5.2 États financiers des entités dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique «Écarts de conversion» des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6 Méthode d'appréciation des impositions

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif. Elles résultent :

- des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passif) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée,
 - des sources de déductions futures (impôts différés actif) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Ces actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer. Ces derniers sont revus à chaque clôture ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon les pays. Ainsi au 31 décembre 2017, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisées aux taux votés par l'Assemblée Nationale selon les échéanciers de retournement suivants :

- 34,43% pour 2018,
- 32,02% pour 2019,
- 28,92% pour 2020,
- 27,37% pour 2021,
- 25,83% pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actifs ou passifs non courants.

2.7 Actif non courant

2.7.1 Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

2.7.1.1 Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité

	CONSTRUCTION	MÉDIAS	TÉLÉCOMS
- Terrains de gisements (carrières)	a		
- Constructions hors exploitation	10 à 40 ans	25 à 50 ans	
- Constructions industrielles	10 à 20 ans		30 ans
- Installations techniques / matériels et outillages b	3 à 15 ans	3 à 7 ans	10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles (matériels de transport et de bureau) b	3 à 10 ans	2 à 10 ans	3 à 10 ans

(a) Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement ne puisse excéder quarante ans (Colas).

(b) selon le type de matériels

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en «Autres produits et charges d'exploitation», sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en résultat non courant (note 2.13.3 de l'annexe).

Les durées d'amortissement sont revues annuellement et peuvent être modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

2.7.1.2 Contrats de location

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles, pour lesquels le groupe Bouygues supporte en substance la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement (comptabilisation d'un actif corporel et d'une dette financière le cas échéant).

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figurent en dettes financières).

Le montant des locations simples pour lesquelles le Groupe est engagé de manière irrévocable est présenté dans les engagements hors bilan.

2.7.1.3 Subventions reçues

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'État) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées et amorties au rythme de ces actifs dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.7.2 Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité. Un actif est identifiable :

- s'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante),
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Les immobilisations incorporelles comprennent les :

- Frais de développement
 - Les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).
 - Conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.
- Concessions, brevets et droits assimilés

Ils incluent notamment chez Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Licence UMTS	Linéaire	17,5 ans ^a
Activité FAI-IRU (et <i>front-fees</i>) (droits d'usage irrévocables)	Linéaire	25 ans
Logiciels, développements informatiques et bureautiques, frais d'accès au service client (FAS)	Linéaire	3 à 8 ans
Autorisation d'utilisation de fréquences 2,6 GHz, 800 MHz et 700 MHz	Linéaire	20 ans ^b

(a) licence UMTS attribuée en 2002 : amortissement depuis l'ouverture du réseau haut débit le 26 mai 2005

(b) Les licences acquises en 2011 – fréquence 2,6 GHz – et 2012 – fréquence 800 MHz – (respectivement pour 228 et 683 millions d'euros) ont été attribuées pour une durée de 20 ans et sont amorties à compter de leur mise en service le 1er octobre 2013, respectivement sur 18 et 18,3 ans. La mise en service des fréquences 700 MHz se fait en fonction des dates de transfert de la diffusion de la télévision numérique terrestre au secteur des télécommunications, des ouvertures commerciales et du taux de couverture de la population.

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de vingt ans, comporte :

- une part fixe de 619 millions d'euros qui, dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002, a été inscrite en immobilisation incorporelle,
- une part variable de 1 % calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS (novembre 2007).

2.7.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

Droits audiovisuels TF1

Dans cette rubrique figurent les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 SA, TF1 Films Production, TF1 Vidéo et TF1 Production, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 Droits Audiovisuels et TF1 Entertainment, les droits audiovisuels produits par Newen Studios ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique.

Les modalités d'amortissement des différentes catégories de droits audiovisuels sont les suivantes :

- parts de producteurs de fictions françaises acquises par les diffuseurs : elles sont amorties au minimum de façon linéaire sur la durée prévisionnelle de leur exploitation.
- parts de producteurs de fictions françaises produites par TF1 : elles sont amorties de façon dégressive en tenant compte de la baisse de la valeur économique de ces parts attendue.
- parts de coproductions cinématographiques et droits audiovisuels de «distribution» : ils sont amortis de façon dégressive en fonction de la baisse de la valeur économique attendue.
- droits audiovisuels «négoce» : ils sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat ou sur la durée prévisionnelle d'exploitation.
- droits musicaux : ils sont amortis sur une durée de deux ans et l'amortissement comptabilisé la première année correspond à 75 % de leur valeur brute, les 25 % restants étant amortis au cours de la deuxième année.

Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement le cas échéant, le calcul de la dépréciation des droits audiovisuels étant notamment fondé sur une analyse des avantages économiques futurs liés à ces droits au regard de leur valeur nette comptable.

2.7.4 Suivi de la valeur des actifs immobilisés et des entités associées

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés et de la participation dans les entités associées sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle), la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des *goodwill* est comparée à leur valeur recouvrable.

2.7.4.1 Test de dépréciation de TF1, Bouygues Telecom, Bouygues Construction et Colas

Méthode retenue

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée comme suit :

- Pour TF1 et Colas, métiers cotés en Bourse : à partir du cours de bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs après prise en compte, le cas échéant, d'une prime de contrôle, ou par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) telle que décrite ci-dessous et prenant en compte les spécificités de la participation.
- Pour Bouygues Telecom et Bouygues Construction : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de chacune des deux participations.
 - Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à trois ans élaboré par la direction du métier concerné et présenté aux conseils d'administration de l'entité et de Bouygues.
 - Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital, en utilisant pour les capitaux propres un panel de sociétés comparables et pour l'endettement donné deux hypothèses : une structure d'endettement 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) et une structure d'endettement 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2).
 - La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé :

- Dans le cas où la valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable sur les deux hypothèses, nous analysons les sensibilités aux différents paramètres sur la base des deux hypothèses.
- Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable sur au moins une des deux hypothèses, nous procédons à une estimation plus fine, par exemple en ayant recours à un évaluateur indépendant, afin de déterminer la valeur recouvrable.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur au bilan consolidée s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du *goodwill* existant, et ne peut pas faire l'objet d'une reprise.

2.7.4.2 Test de dépréciation de la participation dans Alstom

Méthode retenue

Le *goodwill* inclus dans la valeur comptable d'une coentreprise ou d'une entité associée n'étant pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée sur la valeur de la participation et peut faire l'objet d'une reprise.

Le test de dépréciation de la participation dans Alstom est réalisé par principe en retenant la plus haute des valeurs entre le cours de bourse et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) établis par le management de Bouygues, issus des prévisions d'un panel d'analystes financiers.

2.7.5 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable : une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif, et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat (note 3.2.4 de l'annexe).

Contrats de concession et PPP (partenariat public-privé) :

Le Groupe détient des participations titulaires de contrats de concessions / PPP (partenariat public-privé) qui sont traités conformément à l'interprétation IFRIC 12. Ces contrats sont signés chez Bouygues Construction et Colas, et sont analysés au cas par cas.

Dans le cas de la méthode de la créance financière, la créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

2.8 Actif courant

2.8.1 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon les activités) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les dépréciations nécessaires sont comptabilisées.

2.8.2 Programmes immobiliers

Les stocks de programmes immobiliers sont évalués à leur coût de revient qui comprend le prix d'acquisition des terrains, les taxes, le coût de construction et d'aménagement, le coût des Voiries et Réseaux Divers (VRD), les honoraires et frais annexes.

L'ensemble des charges de publicité est traité en charges de période.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont comptabilisées en stocks. Lorsque la probabilité de réalisation des opérations est faible, notamment en cas de risque de désistement ou de recours sur permis de construire, ces frais sont dépréciés par le biais de provisions.

2.8.3 Programmes et droits de diffusion

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stocks dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe).

Concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-dessus ne sont pas réunis (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'événement, etc.), TF1 considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont, en conséquence, pas inscrits au bilan.

En revanche, les acomptes éventuels versés au titre de l'acquisition de ces droits sont enregistrés en acomptes fournisseurs.

La rubrique «Programmes et droits de diffusion» du bilan intègre :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés de TF1 pour ses antennes,
- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes de TF1.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production),
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice.

Les programmes de TF1 SA sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon le type de programme :

Règles par type de programme

	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1 ^{re} diffusion	80 %	50 %	100 %
2 ^e diffusion	20 %	50 %	-

Les «Autres programmes et droits de diffusion» du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines / documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à cinquante-deux minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé, ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stocks excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles Groupe ci-dessus. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programmes validées par la Direction de TF1. De plus, si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock (ou le cas échéant le montant des acomptes versés) et le prix de vente obtenu ou estimé est provisionné dès que la cession est probable.

Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une « mise au rebut » comptabilisée dans le résultat opérationnel courant ; les provisions éventuellement constituées sont reprises.

Les droits commandés dans le cadre de contrats fermes mais qui ne sont pas encore diffusables sont recensés dans la note 4.1 de l'annexe et sont valorisés à hauteur des montants contractuels ou du montant estimé des décaissements futurs (cas des *output deals*), sous déduction des acomptes versés.

2.8.4 Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- les "Facturations à établir" correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.8.5 Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9 Instruments financiers

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.9.1 Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

2.9.1.1 Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes, dans la mesure où l'activité à l'international (Bouygues Construction et Colas principalement) ne donne pas lieu à exportation. Selon possibilités, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. L'exposition au risque de change se résume à la marge sur les marchés, et aux études éventuelles réalisées en France. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et, plus généralement, aux risques « pays ».

2.9.1.2 Exposition au risque de taux

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt car l'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Enfin, les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

2.9.1.3 Exposition au risque sur matières premières

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque sur matières premières. La principale exposition relève de l'activité routière (sensibilité à l'évolution du coût des produits pétroliers). Cette exposition reste néanmoins relativement limitée dans la mesure où les contrats sont généralement de courtes durées ou indexés. Des opérations de couverture peuvent être mises en place ponctuellement dans le cadre de contrats spécifiques.

2.9.2 Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, *swaps* de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; *swaps* de taux d'intérêt, *future rate agreements*, achat de *caps* et de *tunnels* dans le cadre de la couverture du risque de taux ; achats et vente à terme de contrats, *swaps* et options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition au risque de change, au risque de taux et au risque sur matières premières, font l'objet d'états de *reporting* spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2.9.3 Règles de couverture

2.9.3.1 En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des *swaps* de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée, etc.), l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées (les produits dérivés de change ne sont utilisés qu'aux seules fins de couverture).

2.9.3.2 En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de la dette par des *swaps*, des *future rate agreements* ou en le limitant par des *caps*, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

2.9.3.3 En matière de risque sur matières premières

Le principe est de couvrir au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie de l'exposition de contrats spécifiques aux variations du coût des matières premières (notamment dans le cadre de l'activité routière).

2.9.4 Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors, suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat,
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

Comme requis par la norme IFRS 13, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

2.10 Capitaux propres consolidés

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucune charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe sur celle-ci.

2.10.1 Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 1^{er} janvier 2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique «Report à nouveau».

2.10.2 Information sur la gestion du capital

L'objectif de la direction générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net (note 2.15.4 de l'annexe) / capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement ayant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

À cette fin, le plan d'affaires constitue un des outils de pilotage du Groupe permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-dessus, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales des métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

2.11 Passif non courant

2.11.1 Dettes financières non courantes

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante «risque de contrepartie» qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.11.2 Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», des provisions sont comptabilisées à la clôture de l'exercice lorsqu'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour l'entreprise par une sortie nette de ressources représentatives d'avantages économiques.

Le montant figurant en provisions correspond à la meilleure estimation par le Groupe de la sortie nette de ressources.

En général, ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (note 2.12.2 Provisions courantes).

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée ;
- les provisions relatives aux risques fiscaux, amendes du Conseil de la concurrence ;
- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers ;
- les provisions pour frais de remise en état des sites et coûts de démantèlement (carrières, etc.).

Les coûts encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement font l'objet d'une provision.

- Les provisions pour avantages du personnel, qui comprennent :
 - les provisions pour médailles du travail.
 - les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la «méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière». L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,

- des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie ;
- les provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois, dans le groupe Colas notamment, quelques régimes à prestations définies (Royaume-Uni, Irlande, Canada). Ces régimes (fonds de pension) sont gérés par des fonds indépendants et ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé, il y a quelques années, que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe. A fin d'exercice, la juste valeur des actifs de couverture de ces régimes de pension n'a pas entraîné de dépréciation significative dans les comptes du Groupe.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie.

Le Groupe affecte en capitaux propres consolidés la variation des droits résultant des évolutions sur hypothèses actuarielles au titre des indemnités de fin de carrière et des pensions à verser.

2.12 Passif courant

2.12.1 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

2.12.2 Provisions courantes

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
 - les provisions pour risques chantiers travaux, SEP, etc.,
 - Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats : elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.12.3 Fournisseurs et autres crédateurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.13 Compte de résultat

Comme le permet la norme IAS 1 «Présentation des états financiers», le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 pour la présentation du compte de résultat.

2.13.1 Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable,
- le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Bouygues Telecom

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de services et de ventes de terminaux et accessoires.

- Prestations de services :

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie «terme à échoir», soit avec un mois d'avance, et est constatée en chiffre d'affaires *pro rata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation, sur la base de la meilleure estimation de la consommation de la prestation. Le chiffre d'affaires non facturé à la clôture est estimé sur la base des consommations réelles des prestations et de l'application des conditions de remises contractuelles.

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+ et les numéros spéciaux, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice. Seule la marge, représentant les peines et soins, figure en chiffre d'affaires.

- Ventes de terminaux et accessoires :

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs, et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client. Depuis août 2013, les clients « Grand public » et « Pros » peuvent bénéficier d'un étalement de paiement pour acquérir leur téléphone ; l'intégralité de la vente du téléphone est constatée lors de la souscription.

- Rémunération des distributeurs :

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charge, et évalué sur la base de la meilleure estimation du nombre d'actes à rémunérer.

- Programme de fidélisation clients «Grand public» :

Depuis novembre 2014, tous les clients Forfaits Grand public cumulent un avantage, utilisable pour acquérir un nouveau mobile, calculé en fonction de l'ancienneté de leur mobile. Ces clients pourront, par la suite, bénéficier de cet avantage ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de leur terminal téléphonique dès douze mois, à un tarif avantageux, à condition de se réengager pour une durée minimale de douze mois.

En vertu de l'interprétation IFRIC 13 (§ AG1 à AG3), Bouygues Telecom a procédé à l'évaluation de la juste valeur de l'avantage attribué dans le cadre des programmes de fidélisation ; aucun chiffre d'affaires n'a été différé à ce titre.

2.13.2 Comptabilisation des contrats de construction

2.13.2.1 Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à «l'avancement».

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux ou par référence aux travaux exécutés. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte notamment les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique «Provisions courantes». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

2.13.2.2 Activité immobilière

Le chiffre d'affaires et le résultat sont appréhendés selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- permis de construire purgé de tous recours,
- vente notariée, ou contrat de promotion, signé(e) avec le client,
- marché Travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donné).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base du coût des travaux comptabilisés par rapport aux coûts prévisionnels de l'opération, prenant en compte l'avancement de la notarisation pour les ventes immobilières.

Des charges à payer pour finition de programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement ; les dépenses résiduelles des opérations livrées figurent également en «Dettes fournisseurs et comptes rattachés».

Les coûts de structure (y compris la force de vente et l'ensemble des charges de publicité) sont traités en charge de période.

2.13.3 Autres produits et charges non courants

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents – de montant particulièrement significatif – que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 12 de l'annexe.

2.13.4 Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits.

2.14 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation ANC n°2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme le résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements, ainsi qu'aux dépréciations et provisions non courantes, avant résultat sur cessions d'actifs, avant coût de l'endettement financier net (CEFNI), et charge d'impôt de l'exercice (le CEFNI figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.15 Autres indicateurs financiers

2.15.1 EBITDA

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

Les principaux éléments du résultat opérationnel courant entrant dans la composition des autres produits et autres charges d'exploitation concernent essentiellement les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales, les résultats de cession sur immobilisations, le résultat net des opérations faites en commun, les redevances pour concessions de brevets ainsi que chez Colas les produits de cessions de matières premières (bitume) aux SEP et GIE d'enrobage et d'émulsions, qui revendent ultérieurement ces enrobés et émulsions à Colas.

Le résultat net des opérations faites en commun correspond à la quote-part de résultats provenant de sociétés non consolidées (SEP, etc.), par exemple liés à l'exploitation des postes de fabrication d'enrobés ou de liants.

2.15.2 Cash-flow libre

Le *cash-flow* est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité) diminuée des acquisitions d'exploitation nettes de cessions de la période.

2.15.3 Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- la variation des stocks et encours,
- la variation des avances et acomptes versés,
- la variation des créances clients et comptes rattachés,
- la variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés,
- la variation des provisions courantes,

- la variation des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts, hors trésorerie et dettes financières courantes, hors instruments de couverture et hors créances et dettes sur immobilisations).

2.15.4 Endettement/ Excédent financier net

L'endettement/ excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

L'actif non courant détaillé par métier figure en note 16 de l'annexe Information sectorielle.

3.1 Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice (exploitation et financier)

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Immobilisations corporelles	1 735	1 660
Immobilisations incorporelles	301	302
Investissements opérationnels	2 036	1 962
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	234 ^a	233
Investissements consolidés	2 270	2 195
Cessions d'actifs non courants	(663) ^b	(1 628) ^c
Investissements nets	1 607	567

(a) dont 157 millions d'euros d'acquisitions réalisées chez Colas (principalement activités en Amérique du Nord) et 67 millions d'euros chez TF1 (principalement Studio 71 et groupe Tuvalu)

(b) Les désinvestissements intègrent notamment la cession de 1 085 sites par Bouygues Telecom pour (307) millions d'euros et la cession du Groupe AB pour (90) millions d'euros.

(c) dont notamment la cession des titres Alstom (OPRA) pour (996) millions d'euros, la cession de 500 pylônes par Bouygues Telecom pour (147) millions d'euros, la cession d'Adelac pour (130) millions d'euros et la cession d'Atlandes pour (67) millions d'euros (nets des remboursements de comptes courants) (note 1.2.2 de l'annexe Faits significatifs de l'exercice 2016)

3.2 Actif non courant : analyse des variations nettes de l'exercice

3.2.1 Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
Brut					
31/12/2015	2 359	12 545	2 996	421	18 321
Flux 2016					
Écarts de conversion	5	39	14	(2)	56
Changements de périmètre	(6)	(14)	(25)	(1)	(46)
Investissements de l'exercice	47	1 014	344	254	1 659
Cessions, virements et divers	(25)	(511)	(170)	(334)	(1 040)
31/12/2016	2 380	13 073	3 159	338	18 950
dont locations financement	12	95	16		123
Flux 2017					
Écarts de conversion	(55)	(203)	(35)	(3)	(296)
Changements de périmètre	45	37	(5)	(1)	76
Investissements de l'exercice	49	1 089	292	305	1 735
Cessions, virements et divers	(17)	(682)	(188)	(214)	(1 101)
31/12/2017	2 402	13 314	3 223	425	19 364
dont locations financement	11	94	17		122
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur					
31/12/2015	(887)	(8 683)	(2 228)		(11 798)
Flux 2016					
Écarts de conversion	(1)	(32)	(11)		(44)
Changements de périmètre	3	9	4		16
Dotations et reprises	(76)	(1 003)	(278)		(1 357)
Cessions, virements et divers	16	626	157		799
31/12/2016	(945)	(9 083)	(2 356)		(12 384)
dont locations financement	(7)	(62)	(11)		(80)
Flux 2017					
Écarts de conversion	20	144	31		195
Changements de périmètre	3	1	(2)		2
Dotations et reprises	(76)	(988)	(300)		(1 364)
Cessions, virements et divers	26	822	197		1 045
31/12/2017	(972)	(9 104)	(2 430)		(12 506)
dont locations financement	(7)	(65)	(11)		(83)
Net					
31/12/2016	1 435	3 990	803	338	6 566
dont locations financement	5	33	5		43
31/12/2017	1 430	4 210	793	425	6 858
dont locations financement	4	29	6		39

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

Immobilisations corporelles <i>(en millions d'euros)</i>	Échéances			Total 2017	Total 2016
	A moins d'un an	Un à cinq ans	A plus de cinq ans		
Colas : commandes en cours de matériels	24			24	20
Bouygues Telecom : commandes en cours d'immobilisations (équipements de réseau)	490			490	395
TOTAL	514			514	415

3.2.2 Immobilisations incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Frais de développement ^a	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
Brut				
31/12/2015	198	2 612	1 989	4 799
Flux 2016				
Écarts de conversion		1		1
Changements de périmètre		(5)	1 006	1 001
Investissements de l'exercice	41	36	225	302
Cessions, virements et divers		(8)	(44)	(52)
31/12/2016	239	2 636	3 176	6 051
Flux 2017				
Écarts de conversion		(3)	(4)	(7)
Changements de périmètre		(14)	13	(1)
Investissements de l'exercice	58	34	210	302
Cessions, virements et divers		174	(139)	35
31/12/2017	297	2 827	3 256	6 380
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur				
31/12/2015	(153)	(1 201)	(1 314)	(2 668)
Flux 2016				
Écarts de conversion		(1)		(1)
Changements de périmètre		4	(825)	(821)
Dotations et reprises	(12)	(157)	(233)	(402)
Cessions, virements et divers		14	7	21
31/12/2016	(165)	(1 341)	(2 365)	(3 871)
Flux 2017				
Écarts de conversion		3	3	6
Changements de périmètre		14	(7)	7
Dotations et reprises	(16)	(161)	(249)	(426)
Cessions, virements et divers		5	31	36
31/12/2017	(181)	(1 480)	(2 587)	(4 248)
Net				
31/12/2016	74	1 295	811	2 180
31/12/2017	116	1 347 ^b	669 ^c	2 132

(a) *frais de développement :*

- Les frais de développement sur logiciels sont généralement activés (Bouygues Telecom pour l'essentiel).
- Les frais de développement ayant un caractère permanent et récurrent ne répondant pas aux conditions d'activation imposées par IAS 38 sont pris en charges (principalement Colas).
- Conformément aux IFRS, les frais de recherche sont pris en charge au moment de leur engagement.
- Le coût de recherche et développement pris en charge s'élève à (72) millions d'euros en 2017 et à (59) millions d'euros en 2016.

(b) *dont Bouygues Telecom : 177 millions d'euros au titre de la licence UMTS, 790 millions d'euros au titre de l'autorisation d'utilisation des fréquences 2,6 GHz et 800 MHz, et 128 millions d'euros au titre de l'autorisation d'utilisation de fréquences bande 700 MHz*

(c) *dont 349 millions d'euros au titre de l'acquisition en 2015 des fréquences 700 MHz classés en immobilisations en cours pour la part non mise en service et 171 millions d'euros de droits audiovisuels chez TF1*

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

Au titre de la sécurisation de la grille des programmes des années futures, l'échéancier des contrats d'acquisition de droits audiovisuels à immobiliser est le suivant :

Immobilisations incorporelles (en millions d'euros)	Échéances			Total 2017	Total 2016
	A moins d'un an	Un à cinq ans	A plus de cinq ans		
Droits audiovisuels (TF1)	29	1		30	29
TOTAL	29	1		30	29

3.2.3 Goodwill

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
31/12/2015	5 339	(78)	5 261
Flux 2016			
Changements de périmètre	129	1	130
Perte de valeur		(1)	(1)
Autres mouvements (change et autres)	(25)	2	(23)
31/12/2016	5 443	(76)	5 367
Flux 2017			
Changements de périmètre	47	3	50
Perte de valeur			
Autres mouvements (change et autres)	(33)	1	(32)
31/12/2017	5 457	(72)	5 385

Les changements de périmètre 2017 concernent essentiellement l'acquisition du groupe Tuvalu chez TF1 et les acquisitions en Amérique du Nord (Graymont) et au Royaume-Uni (Allied Infrastructure) chez Colas.

Les *goodwill* des sociétés mises en équivalence sont présentés en note 3.2.5 de l'annexe.

3.2.3.1 Valeur comptable consolidée des actions cotées au 31 décembre 2017

(en euros)	Valeur comptable consolidée par action	Cours de clôture de l'action au 29/12/2017
TF1	13,63	12,29
Colas	105,39	181,50

3.2.3.2 Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT (en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Total	% Bouygues ou filiales	Total	% Bouygues ou filiales
Bouygues Construction ^a	457	99,97	471	99,97
Colas ^b	1 131	96,60	1 118	96,60
TF1 ^b	1 149	43,81	1 130	43,91
Bouygues Telecom ^b	2 648	90,53	2 648	90,53
TOTAL	5 385		5 367	

(a) goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau Bouygues SA sur l'UGT

Informations sur les tests de dépréciation du *goodwill* pratiqués au 31 décembre 2017 :

- Les valeurs recouvrables de Bouygues Construction, Bouygues Telecom, TF1 et Colas ont été déterminées selon la méthode décrite en note 2.7.4.1 de l'annexe, sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de trois ans correspondant au plan d'affaires de chacune des quatre filiales, présenté au conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA ;
- les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini,
- les taux d'actualisation (wacc) et de croissance retenus à fin 2017 sont les suivants :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini
	H1 ^a	H2 ^a	
- Bouygues Construction	4,63 %	4,46 %	2 %
- Bouygues Telecom	4,94 %	4,74 %	2 %
- TF1	6,09 %	5,79 %	2 %
- Colas	5,36 %	5,12 %	2 %

(a) selon deux hypothèses de structure d'endettement : 1/3 dette – 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette – 1/3 fonds propres (H2)

Dans la mesure où pour Bouygues Construction et Colas aucun scénario raisonnablement possible ne fait passer la valeur recouvrable sous la valeur comptable des actifs, les hypothèses retenues pour les plans d'affaires et l'analyse de sensibilité sont présentées uniquement pour Bouygues Telecom et TF1.

- Hypothèses retenues dans le plan d'affaires de Bouygues Telecom :
 - Le flux normatif de trésorerie de Bouygues Telecom a été déterminé en retenant les hypothèses suivantes:
 - une poursuite des investissements dans le très haut débit mobile et fixe se traduisant par :
 - 1,2 milliard d'euros d'investissements d'exploitation bruts en 2018 pour maintenir durablement le leadership en 4G et préparer l'arrivée de la 5G, et par l'accélération du déploiement du réseau FTTH pour accompagner la demande croissante des foyers en très haut débit fixe,
 - une gestion pragmatique des infrastructures avec des investissements en propre dans les infrastructures clés et un partage, location ou cession des infrastructures les moins «différenciantes».
 - une structure de coûts optimisée : le plan de transformation a permis de dégager plus de 400 millions d'euros d'économies en 2016 par rapport à fin 2013,
 - des bénéfices escomptés, à partir de fin 2018, de l'accord entre Bouygues Telecom et SFR pour le partage de leurs réseaux mobiles en zones peu denses, permettant d'une part, d'offrir aux clients la meilleure couverture 4G (objectif de 99 % en 2018), ainsi qu'un très haut niveau de qualité et, d'autre part, d'optimiser les investissements et les coûts d'exploitation,
 - une marge d'EBITDA/chiffres d'affaires services supérieure en 2018 à celle de 2017, avec un chiffre d'affaires services lui-même en croissance de plus de 3%,
 - une dynamique de croissance rentable pour atteindre un cash-flow libre de 300 millions d'euros en 2019.

- Les plans d'affaires utilisés pour TF1 ont été établis sur la base de taux de croissance du chiffre d'affaires et de taux de marge opérationnelle en cohérence avec ceux constatés lors des cinq exercices précédents. Ces plans d'affaires intègrent notamment :
 - les impacts de la situation économique, concurrentielle et des modes de consommation de contenus sur les investissements publicitaires ;
 - l'accélération de la transformation de TF1 et le développement organique de ses activités ;
 - un coût moyen annuel des programmes, hors événements sportifs majeurs, ramené à 960 millions d'euros sur la période 2018-2020 pour les cinq chaînes en clair ;
 - la prise en compte des effets des événements sportifs majeurs à venir ;
 - pour 2019, une marge opérationnelle courante à deux chiffres et des activités hors publicité des cinq chaînes en clair qui devraient représenter au moins un tiers du chiffre d'affaires consolidé ;
 - la poursuite de la mise en œuvre d'une stratégie résolument multichaines, multimédias et multimétiers, alliant puissance et ciblage sur tous les supports, le développement des activités de production, ainsi que des nouveaux modes de monétisation, qui se traduit par :
 - la sécurisation du *Core Business TV* contenus (dont info) et publicité ;
 - l'exploitation d'une offre digitale performante
 - la poursuite du *build-up* de Newen pour se renforcer dans la Production
 - l'élargissement des canaux de distribution (plateformisation, OTT) et de l'exploitation des datas

Ces plans n'intègrent pas les flux de trésorerie futurs du groupe aufeminin dans la mesure où l'acquisition n'était pas réalisée au 31 décembre 2017 (note 1.3 de l'annexe).

Test de sensibilité aux hypothèses retenues

Pour les UGT Bouygues Telecom et TF1, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, ont été réalisées.

Pour ces UGT, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable des actifs testés en retenant les hypothèses suivantes, prises individuellement :

	Variation du taux d'actualisation		Variation du flux normatif	
	H1 ^a	H2 ^a	H1 ^a	H2 ^a
- Bouygues Telecom	+153 bp	+173 bp	(37) %	(41) %
- TF1	+428 bp	+458 bp	(56) %	(60) %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Pour Bouygues Telecom, dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 % combinée à une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base, la valeur recouvrable serait inférieure à la valeur comptable de 458 millions d'euros en H1 et inférieure à la valeur comptable de 115 millions d'euros en H2. Par ailleurs, dans le cas d'une baisse de moitié du taux de croissance à l'infini du flux normatif, en considérant toutes les autres hypothèses décrites ci-dessus constantes, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 1 174 millions d'euros en H1 et supérieure de 1 612 millions d'euros en H2.

Pour TF1, dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 % combinée à une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de

901 millions d'euros en H1 et supérieure à la valeur comptable de 1 115 millions d'euros en H2. Par ailleurs, dans le cas d'une baisse de moitié du taux de croissance à l'infini du flux normatif, en considérant toutes les autres hypothèses décrites ci-dessus constantes, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 1 706 millions d'euros en H1 et supérieure de 1 976 millions d'euros en H2.

Conclusion des tests de dépréciation

Pour toutes les UGT testées, les valeurs recouvrables déterminées dans les deux hypothèses de structure d'endettement restent supérieures à la valeur comptable des actifs. Par conséquent, nous n'avons pas été conduits à procéder à une estimation plus fine de la valeur recouvrable des UGT.

3.2.4 Actifs financiers non courants

Au 31 décembre 2017, ils incluent :

- les coentreprises et entités associées (mises en équivalence) pour 2 502 millions d'euros ;
- les autres actifs financiers non courants (prêts, créances, participations non consolidés, etc.) pour 563 millions d'euros ;
- les actifs d'impôts différés pour 337 millions d'euros.

<i>en millions d'euros</i>	Coentreprises et entités associées	Participations non consolidées	Autres actifs non courants	Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés
31/12/2015	4 525	334	456	5 315	(1 372)	3 943	352
Flux 2016							
Changements de périmètre	2	3	14	19	(6)	13	(1)
Investissements / augmentations diverses	51	11	34	96		96	
Dotations / Reprises					1 094 ^a	1 094	
Cessions et réductions diverses	(2 398) ^a	(39)	(71)	(2 508)		(2 508)	
Virements de rubriques et autres affectations	287	20		307	7	314	16
31/12/2016	2 467	329	433	3 229	(277)	2 952	367
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	(38)	(179)	(60)	(277)			
VALEUR NETTE	2 429	150	373	2 952			367

(a) notamment suite à l'OPRA d'Alstom (voir note 3.2.5.2 de l'annexe)

<i>en millions d'euros</i>	Coentreprises et entités associées ^a	Participations non consolidées	Autres actifs non courants	Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés ^b
31/12/2016	2 467	329	433	3 229	(277)	2 952	367
Flux 2017							
Changements de périmètre	(41)	(5)	(1)	(47)	(1)	(48)	(2)
Investissements / augmentations diverses		38	5	43		43	2
Dotations / Reprises					9	9	
Cessions et réductions diverses		(34)	(2)	(36)		(36)	(1)
Virements de rubriques et autres affectations	116	(6)	29	139	6	145	(26)
31/12/2017	2 542	322	464	3 328	(263)	3 065^c	337
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	(40)	(171)	(52)	(263)			
VALEUR NETTE	2 502	151	412	3 065			337

(a) y compris goodwill sur entités associées : 956 millions d'euros au 31 décembre 2017

(b) cf. note 7 de l'annexe

(c) dont Alstom 2 028 millions d'euros

3.2.5 Coentreprises et entités associées

<i>(en millions d'euros)</i>	Quote-part sur capitaux propres	Quote-part sur résultat exercice ^a	Goodwill sur entités associées	Valeur nette
31/12/2015	1 961	(108)	1 548	3 401
Flux 2016				
Écarts de conversion	33			33
Investissements et augmentations de capital	51			51
Résultat de l'exercice		274		274
Perte de valeur			(7)	(7)
Affectation du résultat N-1, cessions, virements et divers	(880)	108	(551) ^b	(1 323)
31/12/2016	1 165	274	990	2 429
Flux 2017				
Écarts de conversion	(41)		(2)	(43)
Investissements et augmentations de capital				
Résultat de l'exercice		165		165
Perte de valeur			(2)	(2)
Affectation du résultat N-1, cessions, virements et divers	257	(274)	(30)	(47)
31/12/2017	1 381	165	956	2 502

(a) hors perte de valeur

(b) dont (553) millions d'euros liés au rachat par Alstom d'une partie de ses titres

Le groupe Bouygues détient des participations dans des coentreprises et entités associées dont les principales sont citées en note 24 de l'annexe Liste des principales sociétés du périmètre au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2017, la valeur nette de 2 502 millions d'euros se décompose en 287 millions d'euros de coentreprises (note 3.2.5.1 de l'annexe Coentreprises) et 2 215 millions d'euros de participations dans les entités associées (note 3.2.5.2 de l'annexe Participations dans les entités associées).

3.2.5.1 Coentreprises

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux nets 2017	31/12/2017	dont quote-part sur résultat et perte de valeur
Diverses participations	240	47	287	23
TOTAL	240	47	287	23

Il s'agit majoritairement des sociétés industrielles chez Colas (carrières, usines d'émulsion) exploitées en commun avec des partenaires hors-groupe.

3.2.5.2 Participations dans les entités associées

Principales entités associées :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux nets 2017	31/12/2017	dont quote-part sur résultat et perte de valeur
Alstom	1 938	90	2 028	98
Bouygues Construction				
Sociétés concessionnaires d'ouvrage:	16	5	21	1
Filiales diverses	3	(1)	2	
Colas				
Tipco Asphalt (Thaïlande)	105	6	111	21
Filiales diverses	43	3	46	5
TF1				
Filiales diverses	78	(76) ^a	2	14 ^a
Autres filiales	6	(1)	5	1
TOTAL	2 189	26	2 215	140

(a) La baisse de (76) millions d'euros s'explique principalement par la cession du Groupe AB chez TF1 pour (77) millions d'euros, pour laquelle une plus value de 14 millions d'euros a été comptabilisée.

Alstom :

La contribution aux résultats d'Alstom dans les comptes du quatrième trimestre 2017 de Bouygues est nulle compte tenu du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre).

La contribution d'Alstom au résultat net de l'exercice 2017 inclut 105 millions d'euros liés à la prise en compte du résultat publié par Alstom au titre de son second semestre 2016/2017 et de son premier semestre 2017/2018.

La valeur au bilan de la participation au 31 décembre 2017 s'élève à 2 028 millions d'euros, dont 865 millions d'euros de *goodwill* et 120 millions d'euros d'écarts d'évaluation non amortissables portant principalement sur la marque Alstom. Cette valeur est en hausse de 90 millions d'euros par rapport au montant comptabilisé au 31 décembre 2016.

La valeur unitaire par action au bilan au 31 décembre 2017 s'élève à 32,66 euros, niveau inférieur au cours de bourse de l'action au 29 décembre 2017, soit 34,61 euros.

Les montants globalisés des principaux actifs, passifs, produits et charges au titre de la participation du groupe Bouygues dans Alstom sont les suivants :

Montants exprimés à 100%	Alstom	
	30/09/2017^a	31/03/2017^a
<i>(en millions d'euros)</i>		
Actif non courant	5 908	5 972
Actif courant	8 294	8 379
Actifs destinés à la vente	9	10
TOTAL ACTIF	14 211	14 361
Capitaux propres	3 787	3 713
Passif non courant	2 571	2 758
Passif courant	7 846	7 883
Passifs liés à des actifs destinés à la vente	7	7
TOTAL PASSIF	14 211	14 361
Chiffre d'affaires	3 756	7 306
Résultat opérationnel courant	231	421
Résultat net	221	303
Résultat net part du Groupe	213	289

(a) états financiers publiés par Alstom : comptes annuels clos au 31 mars 2017 et comptes semestriels clos au 30 septembre 2017

Réconciliation des informations relatives aux principales participations avec les valeurs comptables des intérêts du Groupe :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Alstom : Capitaux propres part Groupe publiés	3 726	3 367
Quote-part Bouygues (27,98% au 31/12/2017)	1 043	953
Écarts d'évaluation et <i>goodwill</i> de niveau Bouygues	985	985
Montant de l'actif net comptabilisé dans les comptes consolidés de Bouygues	2 028	1 938

Compte tenu du décalage de publication, les données publiées par Alstom au 30 septembre 2017 servent de base à la comptabilisation du 31 décembre 2017.

Informations sur le test de dépréciation de la participation dans Alstom pratiqué au 31 décembre 2017

Le test de dépréciation est réalisé par principe en retenant la plus haute des deux valeurs entre le cours de bourse et la valeur déterminée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF). A la clôture 2017, dans la mesure où le cours de bourse au 29 décembre 2017 de 34,61 euros est supérieur de 6% à la valeur comptable consolidée de 32,66 euros, la valorisation selon la méthode DCF n'a pas été calculée. Cette approche est confortée par le consensus d'un objectif de cours à trois mois d'Alstom de 38,50 euros.

Conclusion du test de dépréciation

La valeur recouvrable déterminée à partir du cours de bourse au 29 décembre 2017 est supérieure à la valeur comptable de la participation de Bouygues dans Alstom.

3.2.6 Participations non consolidées et autres actifs financiers non courants

Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre :

Participations en millions d'euros	31/12/2017					31/12/2016			
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur nette	% de détention	Total actif	Total passif courant et non courant	Total chiffre d'affaires	Résultat net	Valeur nette
Sociétés françaises									
Colas									
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières ^a	22	(7)	15						17
TF1									
Sofica Valor 7									17
Studio71	28		28	6%					
Sous-total	50	(7)	43						34
Sociétés étrangères									
Bouygues Construction									
Hong-Kong IEC Limited (Hong-Kong)	58		58	15%	111	28	61	(6)	67
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)		100%					
TF1									
A1-international (Pays-Bas)	13	(13)		50%					
Teads									4
Wibbitz (Israël)	4		4						
Colas									
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières ^a	2	(1)	1						1
Sous-total	99	(36)	63						72
Filiales et participations diverses ^a	173	(128)	45						44
TOTAL	322	(171)	151						150

(a) Les informations sur les « Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières » et les « Filiales et participations diverses » regroupent un grand nombre de sociétés individuellement non significatives.

La variation des participations non consolidées est de 1 million d'euros sur l'exercice 2017. Les principaux mouvements concernent l'acquisition de Studio 71 chez TF1, la cession de Teads et la fusion de Sofica valor 7 dans TF1 DA.

Autres actifs financiers non courants	412
• Créances rattachées à des participations	114
• Prêts	159
• Autres immobilisations financières	139
• Dépôts et cautionnements versés nets	105
• Fonds communs de placement	17
• Autres titres immobilisés : montants unitaires inférieurs à 2 millions d'euros	17

Répartition par nature des participations non consolidées et autres actifs non courants (hors coentreprises et entités associées)

en millions d'euros

	Actifs financiers disponibles à la vente ^a	Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances ^b	Total
31/12/2016	187		78	258	523
Flux 2017			13	27	40
31/12/2017	187		91	285 ^c	563
Échéance à moins d'1 an	1			14	15
Échéance entre 1 et 5 ans				80	80
Échéance supérieure à 5 ans	186		91	191	468

(a) impact de ré-estimation en juste valeur affecté en capitaux propres, sauf en cas de baisse significative ou prolongée de la valeur (variation en résultat). Concerne pour l'essentiel les titres non consolidés (151 millions d'euros au 31 décembre 2017) qui sont pour la grande majorité évalués en valeur d'utilité (hiérarchie de niveau 3)

(b) comptabilisation au coût amorti

(c) y compris créances financières sur activité de PPP (partenariat public / privé)

Juste valeur des actifs et des passifs financiers

En application d'IFRS 13, la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées dans les valorisations se compose des niveaux suivants :

- niveau 1 (cours cotés non ajustés) : cours auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 (données observables) : données concernant l'actif ou le passif autres que les cours de marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (tel qu'un prix) ou indirectement (c'est-à-dire déduites de prix observables) ;
- niveau 3 (données non observables) : données non observables sur un marché, y compris les données observables faisant l'objet d'ajustements significatifs (par exemple extrapolation de courbes de taux sur des périodes longues non observables). Sont principalement concernés dans le Groupe certains titres de participations non consolidées.

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	31/12/2017
Actifs disponibles à la vente		1	186	187
Actifs détenus jusqu'à échéance		91		91
Trésorerie nette	4 611			4 611
Instruments financiers nets	(10)			(10)

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables ^a	31/12/2017
Dettes financières non courantes			124	124
Dettes financières courantes			4	4

(a) concerne des engagements de rachats de minoritaires chez TF1

NOTE 4 ACTIF COURANT

4.1 Stocks

(en millions d'euros)

	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciation ^a	Net	Brut	Dépréciation ^a	Net
Stocks de promotion immobilière	1 729	(121)	1 608 ^b	1 605	(118)	1 487
Stocks de matières premières et produits finis	896	(65)	831	870	(64)	806
Programmes et droits de diffusion	748	(150)	598	803	(141)	662
TOTAL	3 373	(336)	3 037	3 278	(323)	2 955

(a) dont :

- dotations de l'exercice	(102)	(132)
- reprises de l'exercice	88	106

(b) dont Bouygues Immobilier : immeubles en cours 1 418 millions d'euros, immeubles achevés 113 millions d'euros

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

(en millions d'euros)

TF1	Échéances			Total 2017	Total 2016
	À moins d'un an	D'un an à cinq ans	À plus de cinq ans		
Programmes et droits de télédiffusion	459	804	31	1 294	1 371
Droits de retransmissions sportives	91	131		222	169
GRILLES DE PROGRAMMES DES ANNÉES					
FUTURES ^a	550	935	31	1 516	1 540
Rappel au 31/12/2016	647	817	76	1 540	

(a) 2017 : la partie de ces contrats libellée en devises est de 48 millions d'euros en USD

Bouygues Immobilier	Échéances			Total 2017	Total 2016
	À moins d'un an	D'un an à cinq ans	À plus de cinq ans		
ACQUISITIONS D'ASSIETTES FONCIÈRES ^b	400			400	374
Rappel au 31/12/2016	374			374	

(b) Les acquisitions d'assiettes foncières correspondent à des engagements signés fermes sous conditions, pour lesquels Bouygues Immobilier est tenu d'acheter le terrain si les conditions suspensives sont levées (généralement l'obtention du permis de construire).

Bouygues Telecom

SÉCURISATION DES APPROVISIONNEMENTS DE TERMINAUX ^c					
		262		262	409
Rappel au 31/12/2016		409		409	

(c) La sécurisation des approvisionnements de terminaux fait l'objet de contrats généralement triennaux signés avec les fournisseurs de terminaux définissant un volume minimum. Le fournisseur s'engage à assurer la fourniture de ces terminaux et Bouygues Telecom s'engage à acheter le volume défini.

4.2 Avances et acomptes versés sur commandes

(en millions d'euros)

	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	433	(1)	432	396	(1)	395

4.3 Clients / actif d'impôts / autres créances courantes

(en millions d'euros)

	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)	7 313	(581)	6 732	6 953	(586)	6 367
Actif d'impôts courants (créances fiscales)	333	(2)	331	287	(2)	285
Autres créances courantes (personnel, organismes sociaux, État et autres créances)	1 440	(10)	1 430	1 338	(9)	1 329
Créances diverses	1 051	(198)	853	1 140	(198)	942
Paiements d'avance	298		298	238		238
TOTAL AUTRES CRÉANCES COURANTES	2 789	(208)	2 581	2 716	(207)	2 509
TOTAL	10 435	(791)	9 644	9 956	(795)	9 161

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus (échancier de paiement) 31/12/2017 et 31/12/2016

(en millions d'euros)

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	5 080	1 231	324	678	7 313
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(34)	(49)	(83)	(415)	(581)
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS 31/12/2017	5 046	1 182	241	263^a	6 732
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2016	4 905	1 049	218	195	6 367

(a) dont : Bouygues Construction 106 millions d'euros, Colas 131 millions d'euros, Bouygues Telecom 23 millions d'euros

L'analyse des créances échues de plus de douze mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire : TVA récupérable / compensation avec dettes fournisseurs, etc.

4.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)

Trésorerie et équivalents de trésorerie active	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	4 137		4 137 ^a	3 482		3 482
Équivalents de trésorerie	683		683 ^b	1 267		1 267
TOTAL	4 820		4 820	4 749		4 749

(a) dont Bouygues SA dépôts à terme inférieurs à trois mois : 1 357 millions d'euros

(b) dont 616 millions d'euros détenus par Bouygues SA.

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.

Ils sont valorisés à leur juste valeur.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est disponible à fin 2017.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants par devise au 31 décembre :

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Autres devises	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
<i>(en millions d'euros)</i>								
Disponibilités	2 952	134	333	77	99	542	4 137	3 482
Equivalents de trésorerie	670		10	3			683	1 267
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(105)	(21)	(2)	(7)		(74)	(209)	(168)
TOTAL 31/12/2017	3 517	113	341	73	99	468	4 611	4 581
Total 31/12/2016	3 502	97	307	70	136	469	4 581	

4.5 Analyse des amortissements et dépréciations d'actif, provisions au passif et au compte de résultat

(en millions d'euros)

	31/12/2016	Change	Dotations et reprises sur résultat opérationnel courant			Autres dépréciations et autres provisions ^b	Autres flux ^a	31/12/2017
			Amortissements	Dépréciations et provisions nettes	Reprises non utilisées			
Amortissements, dépréciations sur immobilisations corporelles, incorporelles	(16 254)	200	(1 655)	(84)		(23)	1 062 ^d	(16 754)
Dépréciations <i>goodwill</i>	(76)						4	(72)
Dépréciations des participations non consolidées	(179)	1			1	4	2	(171)
Dépréciations autres actifs financiers non courants	(97)	1			2	5	(3)	(92)
s/total non courant	(16 606)	202	(1 655)^c	(84)^c	3^c	(14)^c	1 065	(17 089)
Dépréciations stocks	(323)	1		(36)	21		1	(336)
Dépréciations créances clients et comptes rattachés	(586)	9		(24)	56		(36)	(581)
Dépréciations valeurs mobilières de placement								
Dépréciations autres actifs courants	(208)	1		(1)	2		(2)	(208)
s/total courant	(1 117)	11		(61)	79		(37)	(1 125)
TOTAL ACTIF	(17 723)	213	(1 655)	(145)	82^e	(14)	1 028	(18 214)
Provisions non courantes	(2 199)	19		(77) ^c	167 ^c	22 ^c	(17)	(2 085)
Provisions courantes	(1 002)	32		(108)	178	(3)	14	(889)
TOTAL PASSIF	(3 201)	51		(185)	345^e	19	(3)	(2 974)

(a) reprises sur cessions, changement de périmètre

(b) enregistrées en « Autres produits et charges opérationnels » ou en « Autres produits et charges financiers »

(c) L'ensemble des dotations et reprises aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes est de 1 638 millions d'euros (voir tableau de flux de trésorerie).

(d) principalement réduction des amortissements à la suite de cessions de matériels, dont 774 millions d'euros chez Bouygues Telecom (Cellnex, Crozon)

(e) Les reprises non utilisées pour 427 millions d'euros figurent en renvoi du compte de résultat avec les effets liés aux prises et pertes de contrôle, soit 437 millions d'euros.

NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

5.1 Capital de Bouygues SA (en euros)

Au 31 décembre 2017, le capital social de Bouygues SA est constitué de 366 125 285 actions d'une valeur nominale de un euro, dont l'évolution sur l'année 2017 a été la suivante :

	Variation 2017		31/12/2017
	31/12/2016	Réduction Augmentation	
Actions	354 908 547	11 216 738	366 125 285
NOMBRE DE TITRES	354 908 547	11 216 738	366 125 285
Nominal	1 €		1 €
CAPITAL (en euros)	354 908 547	11 216 738	366 125 285

L'augmentation de capital réalisée pour 345 millions d'euros (cf. variation des capitaux propres consolidés) correspond pour :

- 6 490 841 actions à l'exercice d'options de souscription, soit 195 millions d'euros,
- 4 725 897 au plan d'épargne salariale Bouygues Confiance n°9, soit 150 millions d'euros (dont 18 millions d'euros restant à percevoir en janvier 2018). Le 4 janvier 2018, dans le cadre de ce plan, Bouygues a acheté 1 157 844 de ses propres titres pour 47 millions d'euros qu'elle a décidé d'annuler le 21 février 2018.

5.2 Part Groupe et participations ne donnant pas le contrôle : détail par nature au 31/12/2017

<i>en millions d'euros</i>	Capital	Prime	Réserves liées	Report à	Réserves et	Opérations	Total 2017
	d'émission	d'émission	au capital	nouveau	résultat	affectées	
					consolidés	directement	
						en capitaux	
						propres	
Part Groupe	366	2 039	807	2 192	3 575	(128)	8 851
Participations ne donnant pas le contrôle					1 368	(9)	1 359
CAPITAUX PROPRES D'ENSEMBLE	366	2 039	807	2 192	4 943	(137)	10 210

5.3 Analyse de la rubrique des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Renvoi	Exercice 2017	Exercice 2016
Réserve de conversion des filiales intégrées	5.3.1	(173) ^a	11
Réserve de variation de juste valeur (instruments financiers)	5.3.2	13	(2)
Réserve des écarts actuariels	5.3.3	(3)	(76)
Impôts sur les opérations en capitaux propres		(5)	21
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence		(17) ^b	6
PART GROUPE		(185)	(40)
		Participations ne donnant pas le contrôle	Participations ne donnant pas le contrôle
Autres produits et charges sur participations ne donnant pas le contrôle		(11)	
TOTAL		(196)	(40)

(a) dont (79) millions d'euros recyclés en résultat en 2017 à la suite des cessions réalisées par Bouygues Construction

(b) concerne principalement :

- Alstom pour 22 millions d'euros d'écarts actuariels et (25) millions de réserve de conversion
- Colas pour (17) millions d'euros de réserve de conversion

5.3.1 Réserve de conversion (part Groupe)

Principaux écarts de conversion au 31 décembre déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en devise (filiales intégrées et mises en équivalence) :

	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
US dollar	69	(57)	12
Dollar canadien	8	(20)	(12)
Livre sterling	10	(1)	9
Bath thaïlandais	11	(6)	5
Rand	70	(75) ^a	(5)
Franc suisse	39	(9)	30
Couronne tchèque	5	2	7
Réserve de conversion Alstom	(98)	(25)	(123)
Autres devises	14	(25)	(11)
TOTAL	128	(216) ^b	(88)

(a) dont (79) millions d'euros recyclés en résultat en 2017 à la suite des cessions réalisées par Bouygues Construction

(b) dont : filiales intégrées (173) millions d'euros et filiales mises en équivalence (43) millions d'euros

5.3.2 Réserve de juste valeur (part Groupe)

Réserve incluant les variations sur appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers de couverture et titres disponibles à la vente) :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
Variation brute (sociétés intégrées) ^a	(58)	13	(45)

(a) principalement : instruments financiers de couverture de flux futurs, de change et variation de juste valeur sur actifs disponibles à la vente

5.3.3 Réserve d'écarts actuariels sur avantages du personnel (IAS19) (part Groupe)

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
Variation brute (sociétés intégrées)	(181)	(3) ^a	(184)

(a) principalement lié à l'impact en France de la baisse du taux iBoxx A10+ : 1,50 % au 31/12/2017 contre 1,71 % au 31/12/2016 compensée par l'évolution des hypothèses actuarielles des filiales anglo-saxonnes de Colas

5.4 Analyse de la rubrique "Autres opérations avec les actionnaires" (part Groupe)

L'impact sur les capitaux propres consolidés des paiements fondés sur des actions (IFRS 2) est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Affectation aux réserves :		
Charge calculée selon les plans octroyés depuis les 5 dernières années chez TF1	2	1
Charge calculée selon les plans octroyés depuis les 5 dernières années chez Bouygues SA	9	9
Coût de l'avantage octroyé aux salariés sur l'opération Bouygues Confiance n°8		3
Coût de l'avantage octroyé aux salariés sur l'opération Bouygues Confiance n°9	5	
TOTAL	16	13

5.5 Analyse des rubriques "Acquisitions / cessions sans pertes de contrôle" et "Autres opérations"

La variation de 25 millions d'euros correspond principalement à la comptabilisation de :

- la réévaluation des dettes sur l'engagement de rachat des minoritaires de filiales de TF1, notamment Newen Studios, et
- la part de l'économie d'impôt Bouygues Confiance n°9 enregistrée en capitaux propres pour 13 millions d'euros.

NOTE 6 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Provisions non courantes

(en millions d'euros)

	Avantages au personnel à long terme ^a	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b	Garanties données ^c	Autres provisions non courantes ^d	Total
31/12/2015	692	363	392	713	2 160
Flux 2016					
Écarts de conversion	(9)	1	(2)	2	(8)
Changements de périmètre		(1)	2	(19)	(18)
Dotations	43	111	102	121	377
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(44)	(94)	(98)	(184)	(420) ^e
Gains et pertes actuariels	80				80
Virements de rubriques et divers	2	(1)	(2)	29	28
31/12/2016	764	379	394	662	2 199
Flux 2017					
Écarts de conversion	(4)	(1)	(4)	(11)	(20)
Changements de périmètre		(2)	(1)	4	1
Dotations	50	73	101	60	284 ^f
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(43)	(124)	(106)	(131)	(404) ^f
Gains et pertes actuariels	4				4
Virements de rubriques et divers	1	(2)	(1)	23	21
31/12/2017	772	323	383	607	2 085

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management.

(a) Avantages au personnel à long terme (note 19.2 de l'annexe)	772	dont principaux métiers concernés :	
Indemnités de fin de carrière (IFC)	517	Bouygues Construction	210
Médailles du travail et autres	153	Colas	426
Autres avantages au personnel long terme	102	TF1	37
		Bouygues Telecom	62
(b) Litiges et contentieux	323	Bouygues Construction	134
Provisions sur litiges clients	115	Bouygues Immobilier	37
Réclamations sous-traitants	52	Colas	92
Autres litiges personnel et divers	156	Bouygues Telecom	53
(c) Garanties données	383	Bouygues Construction	295
Provisions garanties données	292	Bouygues Immobilier	23
Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics	91	Colas	65
(d) Autres provisions non courantes	607	Bouygues Construction	111
Provisions risques divers étranger	29	Colas	301
Provisions filiales et participations	37	Bouygues Telecom	157
Démantèlement et remise en état des sites	301		
Provisions contrôle organismes sociaux	85		
Autres provisions non courantes	155		
(e) dont reprises de provisions non utilisées en 2016	(161)		
(f) dont reprises de provisions non utilisées en 2017	(201)		

6.2 Provisions courantes

Au 31 décembre 2017, les provisions liées au cycle d'exploitation s'élèvent à 889 millions d'euros :

(en millions d'euros)	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^a	Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^a	Autres provisions courantes ^b	Total
31/12/2015	54	411	334	293	1 092
Flux 2016					
Écarts de conversion	(1)	2		4	5
Changements de périmètre	(2)			2	
Dotations	16	148	178	134	476 ^c
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(20)	(187)	(227)	(118)	(552)
Virements de rubriques et divers	2			(21)	(19)
31/12/2016	49	374	285	294	1 002
Flux 2017					
Écarts de conversion	(1)	(12)	(9)	(10)	(32)
Changements de périmètre		(3)	(1)	(2)	(6)
Dotations	12	139	205	105	461
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(20)	(161)	(206)	(146)	(533) ^d
Virements de rubriques et divers	2	(2)		(3)	(3)
31/12/2017	42	335	274	238	889

(a) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

(b) Autres provisions courantes :	238	dont principaux métiers concernés :	
Provisions pour réassurance	3	Bouygues Construction	87
Provisions restructuration	5	Bouygues Immobilier	41
Fidélisation clients (Bouygues Telecom)	5	Colas	72
Remise en état des sites (courant)	11	TF1	17
Provisions courantes diverses	214		
(c) dont reprises de provisions non utilisées en 2016	(222)		
(d) dont reprises de provisions non utilisées en 2017	(178)		

NOTE 7 ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ

7.1 Actif d'impôt différé

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
Impôts différés actif			
Bouygues Construction	101	(29)	72
Bouygues Immobilier	26	(9)	17
Colas	153	(7)	146
TF1			
Bouygues Telecom			
Bouygues SA & autres	87	15	102
TOTAL	367	(30)	337

Les actifs d'impôt différé proviennent pour l'essentiel des décalages fiscaux temporels (provisions temporairement non déductibles fiscalement, etc.) et des déficits fiscaux ayant une forte probabilité de récupération.

7.2 Passif d'impôt différé

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
Impôts différés passif			
Bouygues Construction	7	(3)	4
Bouygues Immobilier	8	1	9
Colas	71	(11)	60
TF1	43	(3)	40
Bouygues Telecom	27	4	31
Bouygues SA & autres	3		3
TOTAL	159	(12)	147

Au 31 décembre 2017, l'actif net d'impôt différé s'élève à 190 millions d'euros, dont l'analyse par métier est fournie en note 7.3 de l'annexe

7.3 Répartition des impôts différés nets par métier

(en millions d'euros)

Nature des impôts différés nets par métier	Actif / Passif d'impôt différé net 31/12/2016	Variation périmètre	Variation change	Flux 2017		Autres ^a	Actif / passif d'impôt différé net 31/12/2017
				Produits	Charges		
A - Déficit fiscal							
Bouygues Construction	5			2	(1)		6
Bouygues Immobilier	4				(1)		3
Colas	12				(1)		11
TF1	1				(1)		
Bouygues Telecom	40				(40) ^c		
Bouygues SA	67			33		13 ^d	113 ^b
SOUS-TOTAL	129			35	(44)	13	133
B - Différences temporelles							
Bouygues Construction	89				(26)	(1)	62
Bouygues Immobilier	14	(1)			(7)	(1)	5
Colas	70		4	15	(12)	(2)	75
TF1	(44)			15	(10)	(1)	(40)
Bouygues Telecom	(67)			49 ^e	(14)	1	(31)
Bouygues SA & autres	17				(23)	(8)	(14)
SOUS-TOTAL	79	(1)	4	79	(92)	(12)	57
TOTAL	208	(1)	4	114	(136)	1	190

(a) essentiellement impôts différés comptabilisés en capitaux propres (sur variation de juste valeur sur instruments financiers, et sur gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, sur opération Bouygues Confiance n°9, report variable, etc.)

(b) concerne le déficit d'ensemble du groupe d'intégration fiscale

(c) consommation en 2017 de l'intégralité du déficit fiscal généré par Bouygues Telecom

(d) concerne l'économie d'impôt sur l'opération Bouygues Confiance n°9 pour la partie reconnue en capitaux propres (note 5.5 de l'annexe)

(e) correspond pour l'essentiel à la neutralisation chez Bouygues Telecom d'un décalage fiscal comptabilisé dans les comptes annuels et inclus à ce titre dans l'imposition exigible

principales sources d'impôts différés par nature :	31/12/2017	31/12/2016
• impôts différés actifs sur avantages au personnel (principalement IFC)	152	172
• impôts différés actifs sur provisions fiscalement non déductibles temporairement	35	92
• provisions réglementées	(102)	(150)
• déficits fiscaux	133	129
• autres	(28)	(35)
	190	208

7.4 Délai de récupération des impôts différés actif

31/12/2017 <i>(en millions d'euros)</i>	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Délai de récupération estimé des impôts différés actif	186	69	82 ^a	337

(a) principalement Colas (essentiellement impôts différés actifs sur avantages au personnel et déficits fiscaux)

7.5 Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Compte tenu de leur faible probabilité de récupération, certains actifs d'impôts différés sont non comptabilisés à fin 2017. Il s'agit essentiellement de déficits fiscaux qui, pour la France, ne concernent que les sociétés non intégrées dans le régime d'intégration fiscale de Bouygues SA.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
Bouygues Construction	144	10	154
Bouygues Immobilier	40	(9)	31
Colas	80	(2)	78
TF1	15	(6)	9
TOTAL DE L'IMPÔT DIFFERE NON COMPTABILISE	279	(7)	272

NOTE 8 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

8.1 Répartition des emprunts portant intérêts par échéance

(en millions d'euros)

	Dettes financières courantes					Dettes financières non courantes					Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	Intérêts courus	1 à 3 mois	4 à 12 mois	Total échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus		
Emprunts obligataires	121	499		620	987	997		796	695	1 328	4 803	5 296
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		28	59	87	62	481	159	45	19	45	811	703
Emprunts issus des locations financement		2	4	6	2	2	2	2	1		9	9
Emprunts et dettes financières divers		12	11	23	130	10	12	4	9		165	172
TOTAL EMPRUNTS	121	541	74	736	1 181	1 490	173	847	724	1 373	5 788	6 180
Rappel 31/12/2016	113	51	101	265	601	1 161	1 344	143	840	2 091		6 180

L'emprunt obligataire de 500 millions d'euros du 12 février 2010 a été remboursé à son échéance le 12 février 2018.

La liste des emprunts obligataires émis par Bouygues est la suivante (pour chacune des souches, il est précisé le cours de cotation en % de la valeur nominale coupon couru) :

ISIN	Date d'émission	Date d'échéance	Montant nominal à l'échéance	Coupon	Cotation au 31/12/2017 en % du nominal coupon couru ^a
FR0010853226	12/02/2010	12/02/2018	500	4,000%	100,4640
FR0010957662	29/10/2010	29/10/2019	1000	3,641%	106,7740
FR0010212852	22/07/2005	22/07/2020	1000	4,250%	110,7990
FR0011193515	09/02/2012	09/02/2022	800	4,500%	117,3550
FR0011332196	02/10/2012	16/01/2023	700	3,625%	116,2580
FR0010379255	06/10/2006	06/10/2026	595	5,500%	125,9840
FR0013222494	07/12/2016	07/06/2027	750	1,375%	102,6320
TOTAL			5 345		

(a) source : Bloomberg

Répartition de la dette sur locations financement par métier (incluse en dettes financières)	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1 Telecom	Bouygues SA et autres	Total
(en millions d'euros)						
Long terme clôture 31/12/2017			9			9
Court terme clôture 31/12/2017			5	1		6
Long terme ouverture 31/12/2016		1	8			9
Court terme ouverture 31/12/2016			7	1		8

8.2 Lignes de crédit confirmées et utilisées

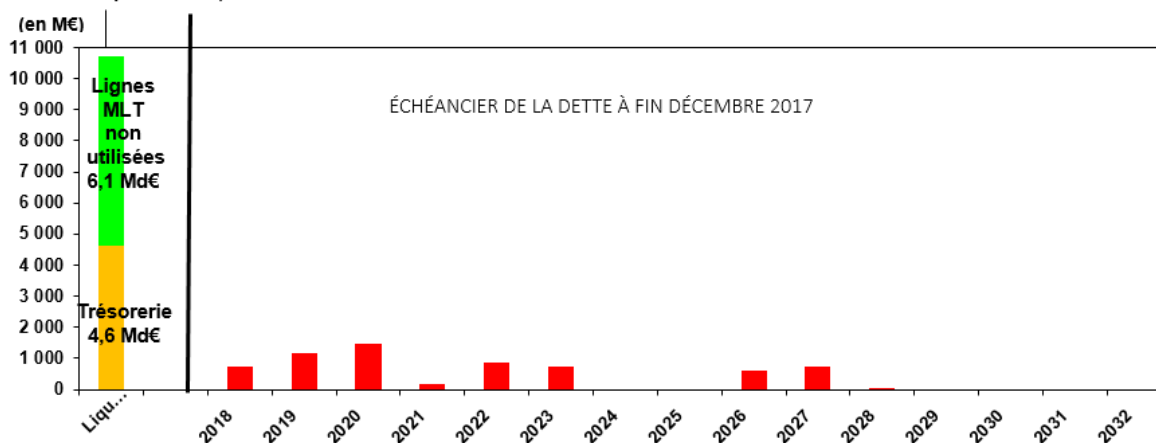
Description (en millions d'euros)	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	620	2 780	2 023	5 423	620	2 780	2 023	5 423
Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit ^a	669	6 129	220	7 018	87	747	64	898
Emprunts issus des locations financement	6	8	1	15	6	8	1	15
Emprunts et dettes financières divers	23	156	9	188	23	156	9	188
TOTAL DES LIGNES DE CRÉDIT	1 318	9 073	2 253	12 644	736	3 691	2 097	6 524

(a) lignes de crédit confirmées et non utilisées : 6 120 millions d'euros

8.3 Liquidités au 31 décembre 2017

Au 31 décembre 2017, la trésorerie disponible s'élève à 4 610 millions d'euros (y compris (1) million d'euros d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 6 120 millions d'euros de lignes bancaires confirmées et non utilisées.

Trésorerie disponible : 10,7 Md€



Les emprunts obligataires, à l'exception de celui à échéance 2020, comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent ni covenant financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

8.4 Répartition de la dette financière courante et non courante selon nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

(en pourcentage)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à taux fixé ^a	97	95
Dettes à taux variable	3	5

(a) dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5 Risque de taux

Au 31 décembre 2017, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

(en millions d'euros)	Taux variable	Taux fixe	Total
Passifs financiers (dettes financières) ^a	(1 094)	(5 430)	(6 524)
Actifs financiers (trésorerie nette) ^b	4 610		4 610
Position nette avant gestion	3 516	(5 430)	(1 914)
Couverture de taux	877	(877)	
Position nette après gestion	4 393	(6 307)	(1 914)
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités ^c	(653)		
Position nette après gestion et correctif	3 740		

(a) Les options d'achat et compléments de prix intégrés dans la dette au titre d'IAS 39 sont considérés à taux fixé.

(b) y compris (1) million d'euros de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

(c) Colas : l'activité et la trésorerie liée à l'activité sont soumises à de fortes variations saisonnières. Ce correctif permet d'estimer la trésorerie moyenne sur l'année qui sert de base au calcul de sensibilité des frais financiers à la variation des taux d'intérêt. Il correspond à la différence entre la trésorerie financière moyenne de l'année et la position nette comptable à fin décembre.

Une hausse instantanée de 1 % des taux d'intérêts à court terme sur la position nette après gestion et correctif ci-avant engendrerait une diminution du coût de l'endettement financier net de 37 millions d'euros en année pleine.

8.6 Répartition de la dette financière court terme et long terme par devise

(en millions d'euros)	Zone Europe					Autres devises	Total
	Euro	Livre sterling	Autres devises	Dollar US	Dollar HKD		
Long terme 31/12/2017	5 098	640	14	19	3	14	5 788
Court terme 31/12/2017	698	6			2	30	736
Long terme 31/12/2016	5 463	645	10	30	4	28	6 180
Court terme 31/12/2016	221	7	2		3	32	265

Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16 de l'annexe.

Le détail par métier des sûretés réelles et nantissements donnés par le Groupe figure en note 18.1 de l'annexe.

NOTE 9 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

9.1 Variation de l'endettement net

(en millions d'euros)	31/12/2016	Flux de Trésorerie	Changement de périmètre	Ecart de conversion	Variation des justes valeurs	Autres variations	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 749	168	5	(107)		5	4 820
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(168)	57	(14)	(80)		(4)	(209)
TRÉSORERIE NETTE (A)	4 581	225	(9)	(187)		1	4 611
Dettes financières non courantes	6 180	182 ^b	(7)	(7)	(6)	(554)	5 788
Dettes financières courantes	265	(59) ^b		(2)		532	736
Instruments financiers nets	2	1			(2)		1
ENDETTEMENT BRUT (B)	6 447	124	(7)	(9)	(8)	(22)^c	6 525
ENDETTEMENT NET (PASSIF) (A)-(B)	(1 866)	101	(2)	(178)	8	23	(1 914)

(a) flux net de trésorerie analysé au tableau des flux de trésorerie 2017 (flux nets + flux non monétaires)

(b) flux net de trésorerie lié aux opérations de financement analysé au TFT pour 123 millions d'euros

(c) principalement lié aux options de rachat de participations ne donnant pas le contrôle chez TF1 pour 9 millions d'euros et au rachat de participations ne donnant pas le contrôle chez Bouygues Construction pour 16 millions d'euros (contrepartie en flux de trésorerie)

9.2 Principales variations de l'endettement net au cours de l'exercice 2017

ENDETTEMENT NET AU 31/12/2016	(1 866)
Acquisitions / cessions des activités consolidées, des titres non consolidés et autres titres immobilisés y compris variation de périmètre et engagements de rachat sur participation ne donnant pas le contrôle	(21)
Opérations sur capital	343 ^a
Part de l'opération 2016 Bouygues Confiance n°8 perçue en 2017	38
Part de l'opération 2017 Bouygues Confiance n°9 à percevoir en 2018	(18)
Dividendes versés	(606)
Paiement des fréquences 700 MHz	(117)
Exploitation	333
ENDETTEMENT NET AU 31/12/2017	(1 914)

(a) concerne principalement l'augmentation de capital de Bouygues SA (levées de stock-options et opération Bouygues Confiance n°9)

NOTE 10 PASSIF COURANT

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Avances et acomptes reçus sur commandes ^a	1 101	1 010
Dettes financières courantes ^b	736	265
Impôts courants	115	109
Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer)	7 349	7 140
Provisions courantes ^c	889	1 002
Autres passifs courants, comptes de régularisation et assimilés :		
. Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, État)	2 869	2 625
. Produits différés	1 772	2 073
. Autres dettes non financières	2 468	2 461
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	209	168
Instruments financiers passif	16	19
Autres passifs financiers courants	24	24
TOTAL	17 548	16 896

(a) Le poste «Avances et acomptes reçus sur commandes» comprend à hauteur de 166 millions d'euros au 31 décembre 2017 (215 millions d'euros au 31 décembre 2016) des avances reçues de la part de clients à la signature de l'acte de vente de programmes immobiliers en état futur d'achèvement.

Ces sommes non restituables sont utilisées pour financer l'avancement des projets et ont été pour la quasi-totalité dépensées au 31 décembre 2017.

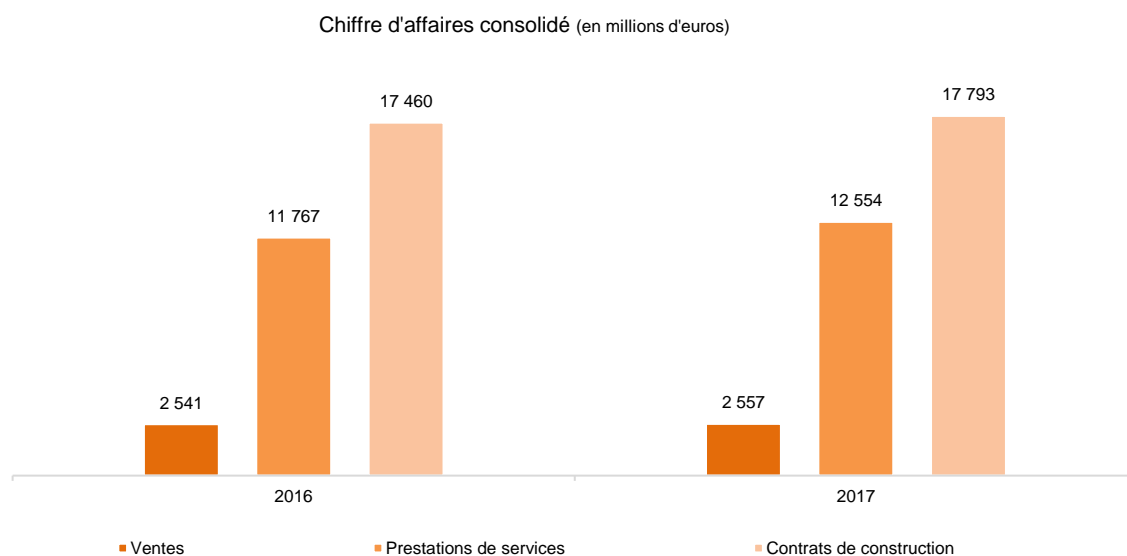
(b) cf. analyse en note 8 de l'annexe Dettes financières non courantes et courantes

(c) cf. analyse en note 6.2 de l'annexe Provisions courantes

NOTE 11 CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

11.1 Analyse par rubrique

(en millions d'euros)	2017	2016
Ventes	2 557	2 541
Prestations de services	12 554	11 767
Contrats de construction	17 793	17 460
CHIFFRE D'AFFAIRES	32 904	31 768
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	150	132
TOTAL ACTIVITÉ	33 054	31 900



Au titre des exercices 2017 et 2016, il n'existe pas de contrat d'échange de biens ou de services significatif.

Bilan consolidé : informations relatives aux contrats de construction

(en millions d'euros)	Bouygues Construction	Colas	Total
Travaux à facturer	623	539	1 162
Retenues de garantie	198	99	297
Travaux facturés d'avance	(1 276)	(300)	(1 576)
Avances reçues	(382)	(78)	(460)

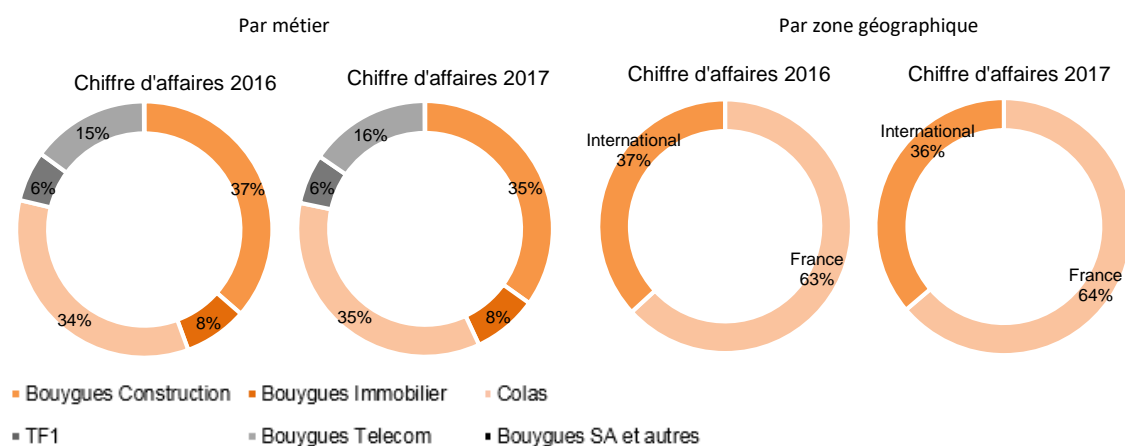
11.2 Analyse par activité

L'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires 2017			Chiffre d'affaires 2016		
	France	International	Total	France	International	Total
Bouygues Construction	5 408	6 065	11 473	5 297	6 273	11 570
Bouygues Immobilier	2 539	161	2 700	2 414	129	2 543
Colas	5 980	5 600	11 580	5 662	5 226	10 888
TF1	1 995	82	2 077	1 957	63	2 020
Bouygues Telecom	5 061		5 061	4 736		4 736
Bouygues SA et autres	6	7	13	5	6	11
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	20 989	11 915	32 904	20 071	11 697	31 768

Répartition du chiffre d'affaires total



11.3 Analyse par zone géographique

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires 2017		Chiffre d'affaires 2016	
	Total	%	Total	%
France	20 989	64	20 071	63
Union européenne (28 membres)	3 522	11	3 400	11
Autres pays européens	1 469	5	1 313	4
Afrique	1 136	3	1 203	4
Moyen-Orient	161	0	184	1
Amérique du Nord	2 982	9	3 016	9
Amérique Centrale et du Sud	217	1	331	1
Asie-Pacifique	1 620	5	1 864	6
Océanie	808	2	386	1
TOTAL	32 904	100	31 768	100

Le Groupe est présent au Royaume-Uni essentiellement dans les activités de Construction. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations. Le chiffre d'affaires réalisé en 2017 est de 1 640 millions de Livre Sterling, à comparer à 1 631 en 2016, soit respectivement 1 870 et 1 991 millions d'euros. Cette diminution de (121) millions d'euros s'explique à hauteur de (132) millions d'euros par la baisse de la Livre Sterling consécutive à la décision de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, dont le taux moyen est en recul de 7% (1,22 euro pour une Livre en 2016 contre 1,14 euro en 2017).

11.4 Répartition, selon nature de marchés, entre la France et l'international

<i>(en pourcentage)</i>	2017			2016		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ^a	27	49	35	28	51	37
Marchés privés	73	51	65	72	49	63

(a) chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'international

NOTE 12 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA

(en millions d'euros)	2017	2016
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 420	1 121
Autres produits opérationnels	233	113
Autres charges opérationnelles	(120)	(287)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 533	947

Voir note 16 de l'annexe Information sectorielle pour répartition par métier

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement :

2017

Bouygues Telecom : 141 millions d'euros, essentiellement 223 millions d'euros de plus-value suite à la cession de 1 085 sites à Cellnex, 10 millions d'euros de reprises de provisions nettes de charges, partiellement compensés par (79) millions d'euros de coûts de mise en oeuvre du partage de réseau

TF1 : (23) millions d'euros relatifs à l'amortissement de la réévaluation des droits suite à l'allocation du prix d'acquisition de Newen Studios

Colas : (5) millions d'euros liés à l'arrêt de la Société de la Raffinerie de Dunkerque

2016

Bouygues Telecom : 20 millions d'euros dont essentiellement 104 millions d'euros de plus-value suite à la cession de 500 pylônes à Cellnex, partiellement compensés par (84) millions d'euros d'accélération d'amortissement dans le cadre de la mise en oeuvre du partage de réseau

TF1 : (84) millions d'euros relatifs :

- aux surcoûts liés au changement des règles de comptabilisation des fictions françaises pour (25) millions d'euros
- à l'amortissement de la réévaluation des droits suite à l'allocation du prix d'acquisition de Newen Studios pour (25) millions d'euros
- aux autres coûts pour (34) millions d'euros, liés à la réorganisation de TF1 et aux coûts de transition en clair de LCI

Colas : (62) millions d'euros principalement liés à l'arrêt de la Société de la Raffinerie de Dunkerque pour (51) millions d'euros et divers coûts d'adaptation pour (11) millions d'euros

Bouygues Construction : (23) millions d'euros de coûts d'adaptation induits par la poursuite de la nouvelle organisation opérationnelle mise en place dans le groupe sur 2015

Bouygues Immobilier : coûts d'adaptation pour (13) millions d'euros

Bouygues SA : (12) millions d'euros relatifs aux coûts engagés sur l'opération envisagée avec Orange

Le résultat opérationnel courant intègre une charge de loyers de 1 618 millions d'euros y compris des charges liées à des contrats contenant des composantes de prestation, à des contrats de courte durée et à des contrats portant sur des biens de faible valeur.

L'EBITDA du Groupe est de 2 968 millions d'euros au titre de 2017, en hausse de 211 millions d'euros. Il est calculé à partir du résultat opérationnel courant, retraité des éléments suivants :

(en millions d'euros)	2017	2016
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 420	1 121
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
. Dotations nettes aux amortissements	1 655	1 599
. Dotations nettes aux provisions et dépréciations	330	461
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
. Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	(437)	(424)
EBITDA	2 968	2 757

Voir note 16 de l'annexe Information sectorielle pour répartition par métier

NOTE 13 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

13.1 Analyse du coût de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Charges financières dont	(251)	(248)
Charges d'intérêts sur endettement	(230)	(232)
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(20)	(16)
Impacts négatifs des instruments financiers	(1)	
Produits financiers dont	25	26
Produits d'intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie	22	23
Revenus et plus-values sur cessions d'éléments de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	3	3
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(226)	(222)

13.2 Autres produits / charges financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Autres produits financiers	113	125
Autres charges financières	(75)	(84)
TOTAL AUTRES PRODUITS/(CHARGES) FINANCIERS	38	41

Les autres produits et charges incluent les plus ou moins-values sur titres non consolidés, la rémunération des investisseurs sur fonds appelés (immobilier d'entreprise), les commissions d'engagements, les variations de juste valeur sur les « Autres actifs financiers courants », les dividendes des entités non consolidées et divers sur la période.

Leur montant net est stable entre 2016 et 2017, dans la mesure où la plus-value de cession Atlandes chez Colas en 2016 pour 65 millions d'euros est compensée par des produits financiers nets (intérêts moratoires sur la taxe 3%, plus-values de cessions, reprises de provisions, etc.) en 2017, dont aucun n'est matériel individuellement.

NOTE 14 IMPÔT

14.1 Analyse de la charge nette d'impôt

(en millions d'euros)

	2017			2016		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(188)	(93)	(281)	(58)	(143)	(201)
Impositions différées Passif	13		13	(46)	9	(37)
Impositions différées Actif	(33)	(2)	(35)	(14)	3	(11)
TOTAL	(208)	(95)	(303)	(118)	(131)	(249)

Voir note 16 de l'annexe Information sectorielle pour la répartition par métier

14.2 Rapprochement entre taux théorique d'impôt et taux effectif d'impôt (preuve d'impôt)

Les différences constatées entre le taux théorique d'impôt de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charge de l'exercice sont les suivantes :

(en millions d'euros)

	2017	2016
RÉSULTAT NET (100%)	1 205	784
Neutralisation		
Impôt	303	249
Résultat des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	Néant	Néant
Résultat des coentreprises et entités associées	(163)	(267)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS INTEGRÉES POURSUIVIES AVANT IMPÔTS	1 345	766
Taux théorique d'impôt en France	34,43%	34,43%
Effets liés à la non reconnaissance des reports déficitaires (création, utilisation)	(4,01%)	1,04%
Effets des différences permanentes	2,52%	2,67%
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	(2,45%)	(2,37%)
Ecart de taux sur plus-values de cession ^a	(0,97%)	(2,61%)
Écarts de taux d'impôt, plus-values à long terme, impositions étrangères, report variable ^d	(3,72%)	(0,65%)
Contribution exceptionnelle 2017 en France	3,64%	
Remboursement taxe 3% sur dividendes	(6,91%)	
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	22,53%^b	32,51%^c

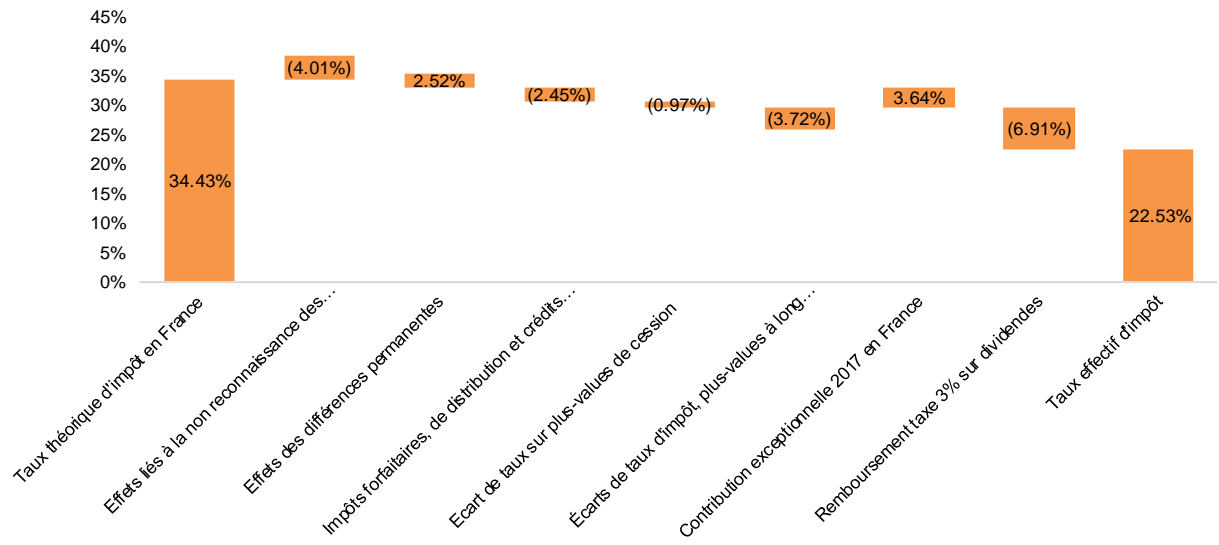
(a) dont cessions de Nextdoor et Ossabois en 2017, dont cession d'Atlandes en 2016

(b) Le taux effectif d'impôt retraité du produit d'impôt lié au remboursement de la taxe 3% sur dividendes et des intérêts moratoires non taxables ressort à 29%.

(c) Le taux effectif d'impôt retraité de la cession d'Atlandes ressort à 35%.

(d) A la suite de la baisse des taux votée en France et aux Etats-Unis, les impôts différés actifs nets ont été réduits de 4 millions d'euros.

Taux Effectif d'Impôt



NOTE 15 RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2017 (à l'exclusion du nombre moyen des actions détenues ordinaires achetées à titre d'autocontrôle).

	2017	2016
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>)	1 085	732
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	357 914 334	346 559 092
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION en euros	3,03	2,11

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscription d'actions potentiellement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice).

	2017	2016
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>)	1 085	732
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	357 914 334	346 559 092
Ajustement lié à l'effet dilutif des options sur les actions	2 571 741	1 361 620
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION en euros	3,01	2,10

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1. Analyse par métier (UGT) : Bouygues Construction (BTP) ; Bouygues Immobilier (Immobilier) ; Colas (Routes) ; TF1 (Médias) ; Bouygues Telecom (Télécoms) ; Bouygues SA et autres.

2. Analyse par zone géographique : France et DOM, Union européenne, Autres pays européens, Afrique, Asie-Pacifique-Océanie, Amériques et Moyen-Orient.

Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale aux conditions de marché.

L'information sur le chiffre d'affaires par zone géographique figure en note 11.3.

Les secteurs opérationnels par activité correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel du Groupe et aucun regroupement n'a été effectué. Cette information est utilisée aux fins d'affectation des ressources aux secteurs opérationnels et de l'évaluation de leur performance.

Les données des secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Le secteur « Bouygues SA et autres » présenté regroupe les contributions des entités *holding corporate* et des entités dédiées au financement centralisé du Groupe.

16.1 Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total 2017
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	11 660	2 712	11 705	2 125	5 086	142	33 430
Chiffre d'affaires inter-activités	(187)	(12)	(125)	(48)	(25)	(129)	(526)
CHIFFRE D'AFFAIRES SUR CLIENTS EXTERNES	11 473	2 700	11 580	2 077	5 061	13	32 904
Dotations nettes aux amortissements	(214)	(12)	(407)	(173)	(841)	(8)	(1 655)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(146)	(19)	(88)	(54)	(13)	(10)	(330)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	363	223	362	185	329	(42)	1 420
Autres produits opérationnels					233		233
Autres charges opérationnelles			(5)	(23)	(92)		(120)
RÉSULTAT OPERATIONNEL	363	223	357	162	470	(42)	1 533
Coût de l'endettement financier net	12	(2)	(14)	(2)	(8)	(212)	(226)
Impôt	(103)	(65)	(75)	(45)	(193)	178	(303)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	2	(12)	61	14		98	163
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	323	127	330	136	260	29	1 205
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente							
RÉSULTAT NET	323	127	330	136	260	29	1 205^a
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	319	125	317	60	235	29	1 085
Bilan							
Immobilisations corporelles	573	20	2 383	178	3 537	167	6 858
Immobilisations incorporelles	40	37	90	231	1 682	52	2 132
Goodwill	457		1 131	1 149	2 648		5 385
Coentreprises et entités associées	30	26	396	22		2 028 ^b	2 502
Autres actifs financiers non courants	268	10	197	47	10	31	563
Impôts différés actifs et créances fiscales non courantes	59	17	154			107	337
Trésorerie et équivalents de trésorerie	956	88	450	64	58	3 204	4 820
Autres actifs							13 181
TOTAL ACTIF							35 778
Dettes financières non courantes	511	19	126	232	993	3 907	5 788
Provisions non courantes	750	101	884	39	272	39	2 085
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courantes	4	9	60	40	31	3	147
Dettes financières courantes	2	18	40	6	41	629	736
Autres passifs							27 022
TOTAL PASSIF							35 778
Endettement net ^c	3 409	(86)	433	257	(976)	(4 951)	(1 914)
Tableau des flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	484	199	764	372	1 048	17	2 884
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(119)	(14)	(355)	(198)	(830)	(11)	(1 527)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	20	2	(134)	32			(80)
Autres indicateurs							
EBITDA	472	231	736	392	1 162	(25)	2 968
Cash-flow libre	274	118	320	127	17	(28)	828

(a) Le résultat net consolidé (part du Groupe) hors éléments exceptionnels s'élève à 936 millions d'euros et correspond au résultat net consolidé (part du Groupe) retraité du remboursement de la taxe additionnelle à 3% sur dividendes (part du groupe) pour (87) millions d'euros et des éléments non courants nets d'impôt pour (62) millions d'euros.

(b) concerne Alstom pour 2 028 millions d'euros

(c) contribution de niveau métier après maintien des comptes courants intra-Groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-Groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

16.2 Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)

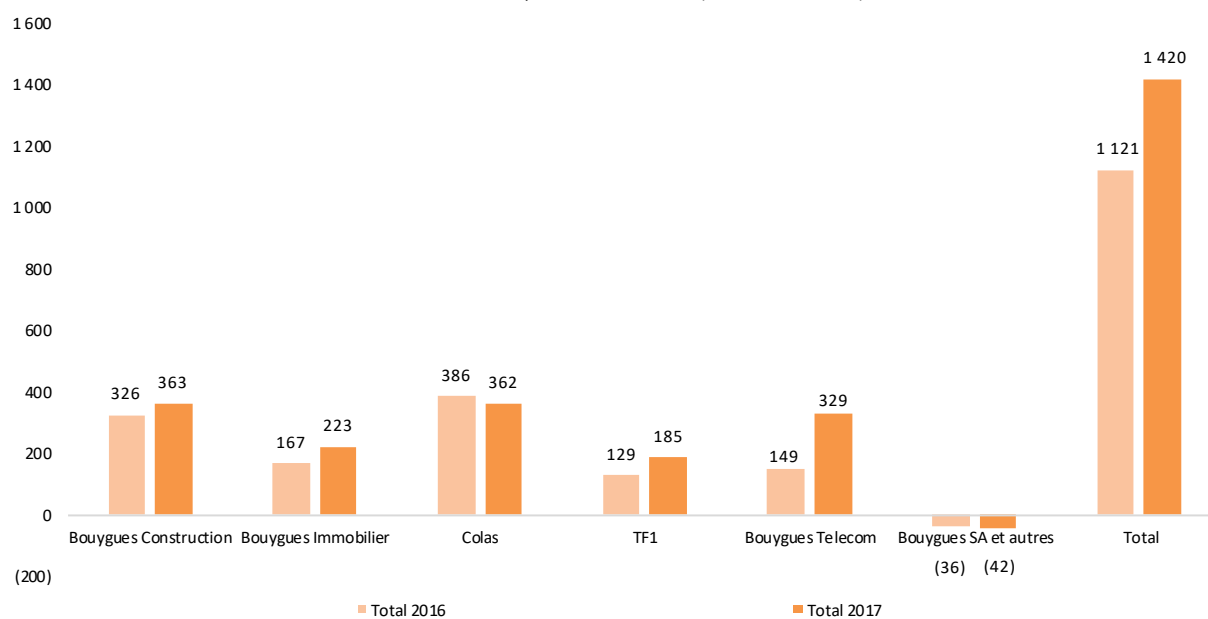
	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total 2016
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	11 815	2 568	11 006	2 063	4 761	133	32 346
Chiffre d'affaires inter-activités	(245)	(25)	(118)	(43)	(25)	(122)	(578)
CHIFFRE D'AFFAIRES SUR CLIENTS EXTERNES	11 570	2 543	10 888	2 020	4 736	11	31 768
Dotations nettes aux amortissements	(225)	(7)	(402)	(177)	(782)	(6)	(1 599)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(193)	(35)	(155)	(80)	(1)	3	(461)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	326	167	386	129	149	(36)	1 121
Autres produits opérationnels					113		113
Autres charges opérationnelles	(23)	(13)	(62)	(84)	(93)	(12)	(287)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	303	154	324	45	169	(48)	947
Coût de l'endettement financier net	14	(2)	(13)	(1)	(8)	(212)	(222)
Impôt	(119)	(51)	(108)	(6)	(60)	95	(249)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	121	(1)	82	10		55	267
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	322	91	359	44	92	(124)	784
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente							
RÉSULTAT NET	322	91	359	44	92	(124)	784^a
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	320	91	343	18	83	(123)	732
Bilan							
Immobilisations corporelles	680	32	2 396	174	3 117	167	6 566
Immobilisations incorporelles	43	37	74	236	1 743	47	2 180
Goodwill	471		1 118	1 130	2 648		5 367
Coentreprises et entités associées	22	5	375	89		1 938 ^b	2 429
Autres actifs financiers non courants	252	12	185	32	10	32	523
Impôts différés actifs et créances fiscales non courantes	73	26	172			96	367
Trésorerie et équivalents de trésorerie	890	90	417	53	23	3 276	4 749
Autres actifs							12 673
TOTAL ACTIF							34 854
Dettes financières non courantes	546	34	125	224	995	4 256	6 180
Provisions non courantes	853	89	917	57	247	36	2 199
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courantes	7	8	71	43	27	3	159
Dettes financières courantes	19	4	73	8	40	121	265
Autres passifs							26 051
TOTAL PASSIF							34 854
Endettement net ^c	3 387	(124)	517	187	(1 012)	(4 821)	(1 866)
Tableau des flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	534	161	699	267	873	(30)	2 504
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(173)	(28)	(384)	(209)	(802)	(42)	(1 638)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	139	(18)	135	(182)		997	1 071
Autres indicateurs							
EBITDA	537	178	801	364	916	(39)	2 757
Cash-flow libre	256	80	194	51	3	(189)	395

(a) Le résultat net consolidé (part du Groupe) hors éléments exceptionnels s'élève à 632 millions d'euros et correspond au résultat net consolidé (part du Groupe) retraité des plus-values nettes des cessions d'Adelac pour (129) millions d'euros et d'Atlantes pour (60) millions d'euros et des éléments non courants nets d'impôt pour 89 millions d'euros.

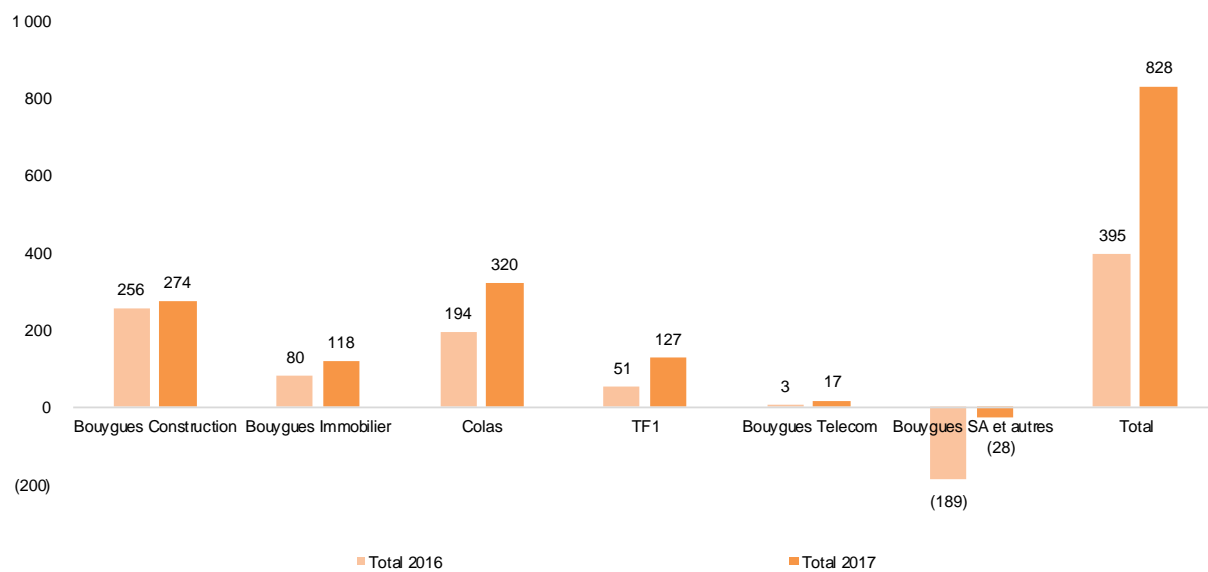
(b) concerne Alstom pour 1 938 millions d'euros

(c) contribution de niveau métier après maintien des comptes courants intra-Groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-Groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

Résultat Opérationnel Courant (en millions d'euros)



Cash-Flow Libre (en millions d'euros)



16.3 Analyse sectorielle par zone géographique

Les zones géographiques présentées ci-dessous représentent les zones où les immobilisations sont présentes au 31 décembre.

<i>(en millions d'euros)</i>	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen- Orient	Total
Bilan								31/12/2017
Immobilisations corporelles ^a	5 443	371	59	107	176	693	9	6 858
Immobilisations incorporelles	2 089	23		1	2	16		2 132
Tableau des flux de trésorerie								
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 724)	(88)	(28)	(34)	(43)	(116)	(3)	(2 036)

(a) y compris contrats de locations financement

<i>(en millions d'euros)</i>	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen- Orient	Total
Bilan								31/12/2016
Immobilisations corporelles ^a	5 046	299	97	149	256	702	17	6 566
Immobilisations incorporelles	2 134	24		2	3	17		2 180
Tableau des flux de trésorerie								
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 572)	(70)	(23)	(54)	(98)	(130)	(15)	(1 962)

(a) y compris contrats de locations financement

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la somme des encours notionnels, au 31 décembre 2017, de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

17.1 Couverture du risque de taux, du risque de change et du risque sur matières premières

17.1.1 Analyse par métier

(en millions d'euros)	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total 31/12/2017	Total 30/12/2016
Achats à terme	258		478	78	33		847	685
Ventes à terme	335		102				437	501
Swaps de change	31			14		736	781	603
Swaps de taux ^a	12		61		1 050	45	1 168	908
Dérivés de matières premières			4				4	4

(a) dont taux fixe payé 1170 millions et taux variable payé 40 millions d'euros

17.1.2 Analyse par échéance et devise d'origine

(en millions d'euros)	Date d'échéance			Total	Devise d'origine				
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans		EUR	USD	CAD	HKD	Autres
Achats à terme	804	43		847	96	251	222	7	272
Ventes à terme	336	101		437	23	123	12	55	224
Swaps de change	781			781		102	158	230	290
Swaps de taux	290	819	59	1 168	1 105			5	58
Dérivés de matières premières	4			4	3	1			

17.2 Valeur de marché des instruments de couverture

Dérivés à l'actif (en millions d'euros)	Devise d'origine					Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	USD	CAD	HKD	Autres				
Achats à terme	1				1	2		2	
Ventes à terme	2	6		1	1	10		10	
Swaps de change		1				1			1
Swaps de taux	1					1		1	
Dérivés de matières premières									
Total actif	4	7		1	2	14		13	1
Dérivés au passif (en millions d'euros)	Devise d'origine					Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
EUR	USD	CAD	HKD	Autres					
Achats à terme	(2)	(9)	(4)		(1)	(16)		(16)	
Ventes à terme					(1)	(1)		(1)	
Swaps de change		(1)	(2)	(2)		(5)		(5)	
Swaps de taux	(1)				(14) ^a	(15)		(15)	
Dérivés de matières premières									
Total passif	(3)	(10)	(6)	(2)	(16)	(37)		(37)	
Total	1	(3)	(6)	(1)	(14)	(23)^b		(24)	1

(a) dont principalement GBP

(b) L'écart avec la valeur inscrite au bilan s'explique essentiellement chez Colas par la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth pour (14) millions d'euros, qui est intégralement compensée par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit 14 millions d'euros.

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00 % (et respectivement -1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (5) millions d'euros (respectivement (41) millions d'euros).

En cas de translation des cours des devises de +1,00 % de l'euro (et respectivement -1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (26) millions d'euros (respectivement (19) millions d'euros).

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 18 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cette note complète les informations communiquées en notes 3, 4 et 8 de l'annexe.

La présentation des engagements ci-après n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.1 Engagements de garantie

(en millions d'euros)	31/12/2017	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2016
								À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	67	4		63				17	24	26	74
Avais, cautions et garanties données	114	43		57	14			33	55	26	137
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIES DONNÉS	181	47		120	14			50	79	52	211
Avais, cautions et garanties reçus	1		1						1		12
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIES REÇUS	1		1						1		12
SOLDE NET	180	47	(1)	120	14			50	78	52	199

Le Groupe est susceptible d'accorder, dans le cadre de ses opérations courantes, des garanties pluriannuelles (de type « garantie décennale ») qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan ; dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2 Engagements contractuels divers

(en millions d'euros)	31/12/2017	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2016
								À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Transport d'images	82				82			25	57		91
Réseau	1 687					1 687		191	706	790	987
Autres	655				477	178		609	46		353
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS DONNÉS	2 424				559	1 865		825	809	790	1 431
Transport d'images	82				82			25	57		91
Réseau	1 687					1 687		191	706	790	987
Autres	655				477	178		609	46		351
TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS REÇUS	2 424				559	1 865		825	809	790	1 429
SOLDE NET											2

Les principaux engagements contractuels divers donnés concernent les prestations de services contractées auprès des propriétaires de pylônes (TDF, FPS, Infracos et Cellnex) chez Bouygues Telecom, ainsi que des engagements sur titres de participation.

En 2017, les engagements sur titres de participation chez TF1 s'élèvent à 365 millions d'euros et comprennent notamment les engagements sur l'acquisition du groupe aufeminin (note 1.3 de l'annexe).

Les engagements contractuels donnés par Bouygues Telecom, 1 865 millions d'euros, sont en hausse nette de 584 millions d'euros principalement sur les contrats de prestations de services suite notamment aux cessions à Cellnex intervenues en 2017.

18.3 Contrats de location simple

Les engagements relatifs aux contrats de location simple représentent les loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels etc.). Après réévaluation (augmentation prévisionnelle des loyers), ces montants pour l'essentiel tiennent compte d'un calcul d'actualisation (taux marginal d'endettement).

(en millions d'euros)	31/12/2017	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2016
								À moins d'1	De 1 à 5	À plus de	
								an	ans	5 ans	
Contrats de location simple											
Locations simples données	1 223	49	43	224	78	829		171	543	509	1 332
Locations simples reçues	1 223	49	43	224	78	829		171	543	509	1 332
Contrats de location simple nets											

Le montant des engagements de loyer baisse de 109 millions d'euros. Cette variation nette résulte principalement d'une :

- baisse de 101 millions d'euros de l'engagement de location de Bouygues Telecom suite essentiellement à la cession des sites à Cellnex (les nouveaux contrats de prestation de services auprès de Cellnex sont inclus dans les engagements contractuels divers).
- baisse de 37 millions d'euros du poste location de Bouygues Immobilier suite à la cession partielle de Nextdoor (contrôlée en 2016 devenue coentreprise en 2017).

Les engagements de 829 millions d'euros donnés dans le cadre de l'exploitation chez Bouygues Telecom concernent pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 287 millions d'euros, loyers immobiliers et divers : 47 millions d'euros, loyers de Technopôle : 97 millions d'euros, fibre optique et divers : 398 millions d'euros).

18.4 Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au passif du bilan)

(en millions d'euros)	31/12/2017	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Échéances			31/12/2016
								À moins d'1	De 1 à 5	À plus de	
								an	ans	5 ans	
Location-financement	15			14		1		6	8	1	19

18.5 Autres engagements

18.5.1 Bouygues Telecom

Autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz et dans la bande 700 MHz

Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 700 MHz attribuées à Bouygues Telecom pour une durée de vingt ans (en 2012 pour la bande 800 MHz et en 2015 pour la bande 700 MHz) comportent une obligation d'accueillir des MVNO, une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (98 % à douze ans et 99,6 % à quinze ans).

Les obligations de couverture portent notamment sur une zone de déploiement prioritaire définie par l'Arcep, qui devra être couverte simultanément par les fréquences 700 et les fréquences 800 (97,7% à quinze ans), ainsi qu'une obligation de couverture dans chaque département (90 % à douze ans et 95 % à quinze ans).

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz introduit une obligation nouvelle visant à couvrir (90% à quinze ans) les trains du quotidien.

Autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz attribuée à Bouygues Telecom pour une durée de vingt ans en 2011 comporte une obligation d'accueillir des MVNO ainsi qu'une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (25 % à quatre ans, 60 % à huit ans et 75 % à douze ans).

Cette obligation de couverture peut être remplie par toutes autres fréquences dont est titulaire Bouygues Telecom. Aujourd'hui, en l'occurrence, cette obligation est remplie pour l'essentiel au moyen des fréquences 1 800 MHz de Bouygues Telecom réallouées à la 4G.

Autorisation de réutilisation des fréquences de la bande 1 800 MHz et 2 100 MHz pour des technologies autres que le GSM et l'UMTS

Le 4 avril 2013, la décision n° 2013-0514 de l'Arcep inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 1 800 MHz pour des technologies autres que le GSM, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G.

Le 13 juin 2017, la décision n° 2017-0734 de l'Arcep inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 2 100 MHz pour des technologies autres que l'UMTS, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G.

Le 1^{er} octobre 2013, Bouygues Telecom a ouvert son réseau national 4G : au 31 décembre 2017, 95 % de la population était couverte en 4G 2 600, 1 800 ou 800 MHz.

Autorisation d'émettre en 900 MHz et 1 800 MHz

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 et 1 800 MHz, renouvelée le 9 décembre 2009 pour une durée de quinze ans, impose à Bouygues Telecom une obligation de couverture de 99 % de la population au 31 décembre 2010. Bouygues Telecom respecte cette obligation de couverture.

Celle-ci inclut notamment la couverture des zones blanches, ainsi que celle des axes routiers principaux de chaque département.

Zones Blanches

La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit une extension du programme zones blanches initié en 2004 à de nouvelles communes ne bénéficiant à ce jour d'aucune couverture sur leur centre-bourg et la résorption des zones blanches résiduelles identifiées par les lois de 2004 et 2008. D'autre part, la loi crée un nouveau dispositif ayant pour objectif de couvrir des zones d'activité économique, des zones touristiques ou des équipements publics ayant un intérêt économique et qui ne sont accessibles par aucun réseau aujourd'hui. Pour ces deux dispositifs, les collectivités territoriales mettent à disposition des opérateurs les points hauts supports d'antennes.

Un contrat signé par les quatre opérateurs de réseaux mobiles en février 2016 prévoit la participation équitable de ces derniers à la résorption des zones blanches résiduelles et à l'extension du programme initial. Lors du troisième Comité interministériel aux ruralités de 2016 les opérateurs mobile se sont engagés à étendre à 1 300 sites le dispositif de zones prioritaires précédemment défini. Une nouvelle convention a été signée en février 2017.

L'avancement au 31 décembre 2017 de Bouygues Telecom pour la part lui incombant était conforme aux délais fixés par la loi et aux objectifs de calendrier rappelés par l'Arcep.

18.5.2 Alstom

Suite au protocole d'accord signé le 26 septembre 2017 entre Siemens et Alstom comportant un engagement réciproque d'exclusivité pour combiner leurs activités ferroviaires (note 1.2 de l'annexe), Bouygues soutient pleinement l'opération et votera en sa faveur au conseil d'administration d'Alstom et à l'Assemblée Générale Extraordinaire décidant de la transaction. Bouygues s'est engagé à conserver ses actions jusqu'à cette Assemblée Générale Extraordinaire et au plus tard jusqu'au 31 juillet 2018.

18.5.3 Colas

Un protocole d'accord a été signé le 30 août 2017 visant à acquérir 100 % des titres du groupe de travaux routiers et de distribution de bitume Miller McAsphalt, qui réalise un chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois derniers exercices d'environ 1,3 milliard de dollars canadiens avec une marge opérationnelle moyenne sur les trois derniers exercices de 7 % et emploie 3 300 salariés. L'acquisition de Miller McAsphalt permettra à Colas Canada d'élargir sa couverture géographique en renforçant sa présence en Ontario et en accroissant fortement ses capacités de stockage et de distribution de bitume sur l'ensemble du territoire canadien. Le *closing* de l'opération devrait intervenir au premier trimestre 2018. Le prix d'acquisition des titres, payable au *closing* et sujet à certains ajustements, devrait conduire à un multiple d'environ douze fois le résultat opérationnel moyen sur les trois derniers exercices. L'acquisition sera financée par dette (note 1.2 de l'annexe).

18.6

Actifs et passifs éventuels

Bouygues Telecom

Garanties reçues :

Lors de la cession de la société Darty Telecom le 2 mai 2012, les Établissements Darty et fils ont consenti à Bouygues Telecom une garantie d'actif et de passif.

Cette garantie est plafonnée et pourra être mise en jeu pendant dix-huit mois à compter de la date de cession, sauf exceptions tenant à des délais légaux de prescription.

NOTE 19 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION AU CAPITAL

19.1 Effectif moyen

	2017	2016
Cadres	22 335	21 442
Agents de maîtrise et employés	19 417	19 483
Compagnons	24 987	25 490
SOUS-TOTAL EFFECTIF FRANCE	66 739	66 415
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	53 097	56 200
TOTAL EFFECTIF MOYEN	119 836	122 615

19.2 Engagements envers le personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	Flux 2017	31/12/2017
Indemnités de fin de carrière (IFC)	502	15	517
Médailles du travail et autres	149	4	153
Autres avantages post-emploi (pensions)	113	(11)	102
TOTAL	764	8	772

Ces engagements font l'objet de provisions, enregistrées en passif non courant.

19.3 Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médailles du travail

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

19.3.1 Régimes à cotisations définies

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Montants comptabilisés en charges	(1 774)	(1 727)

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance-maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

19.3.2 Régimes à prestations définies

19.3.2.1 Montants comptabilisés au bilan

(en millions d'euros)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Valeur actualisée des obligations	524	507	498	508	1 022	1 015
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	(7)	(5)	(396)	(395)	(403)	(400)
PASSIF NET COMPTABILISÉ EN PROVISIONS	517	502	102	113	619	615
Ratio : fonds dédiés/valeur actualisée des obligations			80%	78%		

(en millions d'euros)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2017	2016	2017	2016
OUVERTURE	501	477	113	69
Coût des services rendus	23	24	3	(7)
Charges d'intérêt	8	8	1	6
Impact au compte de résultat	31	32	4	(1)
Reprises utilisées	(27)	(27)	(2)	(4)
Variations de périmètre et change	(1)		(4)	(9)
Ecart actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	14	21	(10)	59
Virement de rubriques et autres	(1)	(1)	1	(1)
CLÔTURE	517	502	102	113

19.3.2.2 Répartition par métier au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Impact au compte de résultat de la variation de la provision de fin de carrière, net de reprises	(2)	1	6	(6)	4	1	4
Impact au compte de résultat de la variation de la provision sur pensions, net de reprises			2				2
Provisions non courantes (bilan) :							
• indemnités de fin de carrière	171	16	227	37	48	18	517
• pensions	9		93				102

19.3.2.3 Répartition par zone géographique au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)

	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Moyen-Orient	Total
Impact au compte de résultat de la variation de la provision de fin de carrière, net de reprises	4							4
Impact au compte de résultat de la variation de la provision sur pensions, net de reprises	1	2			(1)			2
Provisions non courantes (bilan) :								
• indemnités de fin de carrière	509		1	4	(1)	3	1	517
• pensions	3	86			13			102

19.3.2.4 Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	2017	2016
Taux d'actualisation ^a	1,50%	1,71%
Table de survie	(iboxx A10+)	(iboxx A10+)
Âge de départ en retraite (selon les métiers) :	INSEE	INSEE
• Cadres	62/65 ans	62/65 ans
• Etams/compagnons	62/65 ans	62/65 ans
Augmentation future des salaires (selon activité) ^b	1 à 2,8%	1 à 2,5%

(a) Une baisse de 70 points de base du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des engagements de 50 millions d'euros au 31 décembre 2017. Selon les principes comptables Groupe, ces écarts actuariels auraient été comptabilisés directement en capitaux propres.

(b) taux d'inflation inclus

19.4 Participation au capital

Stock-options

Nombre total d'options pouvant effectivement (juridiquement et économiquement) être exercées : 9 172 625.

Cours de Bourse au 29/12/2017 : 43,31 euros

Plan :					
Date d'attribution	Solde au 31/12/2017	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (en euros)	Nombre d'options effectivement exerçables
14/06/2011	1 100 375	14/06/2015	14/06/2012	31,43	1 100 375
13/06/2012	1 102 594	14/06/2016	14/06/2013	20,11	1 102 594
28/03/2013	1 432 514	29/03/2017	27/03/2014	22,28	1 432 514
27/03/2014	2 605 239	28/03/2018	27/03/2015	30,32	1 953 929
28/05/2015	2 272 144	29/05/2017	29/05/2016	37,11	2 272 144
30/05/2016	2 622 139	31/05/2018	30/05/2017	29,00	1 311 069
01/06/2017	2 570 800	02/06/2019	01/06/2018	37,99	
TOTAL	13 705 805				9 172 625

Pour être effectivement exerçables les options doivent remplir deux conditions :

- être juridiquement exerçables au 31/12/2017, soit par exercice normal (deux ou quatre ans après la date d'attribution du plan), soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE,
- être économiquement exerçables au 31/12/2017 : pour qu'une option soit économiquement exerçable, son prix d'exercice doit être inférieur au cours de clôture au 31/12/2017, soit 43,31€.

NOTE 20 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

20.1 Informations sur les parties liées

Transactions (en millions d'euros)	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2017	2016	2017	2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Parties liées en amont	5	3						
Activités conjointes	117	65	334	346	260	441	268	279
Coentreprises et entités associées	31	36	130	68	145	42	29	26
Autres parties liées	48	53	88	147	91	86	51	65
TOTAL	201	157	552	561	496	569	348	370
Échéances								
• Moins d'un an					457	534	345	370
• Un à cinq ans					22	19	3	
• Plus de cinq ans					17	16		
dont dépréciation pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					71	72		

Identité des parties liées :

- parties liées en amont : SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) ;
- activités conjointes : principalement SEP de travaux ;
- coentreprises et entités associées : notamment transactions avec les sociétés concessionnaires, sociétés de carrières et Alstom ;
- autres parties liées : essentiellement transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le Groupe.

20.2 Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction (Bouygues)

Rémunérations directes :

Elles s'élèvent, au titre de 2017, pour les principaux dirigeants (membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31 décembre 2017) à 18 042 781 euros dont 7 029 881 euros de rémunération de base, 11 012 900 euros de rémunération variable payée en 2018 et liée aux performances réalisées en 2017. Les jetons de présence de l'exercice au titre de leurs mandats chez Bouygues SA et dans ses filiales diverses s'élèvent à 390 467 euros.

Par ailleurs, les jetons de présence alloués aux administrateurs non dirigeants au titre de leurs mandats chez Bouygues SA et dans ses filiales diverses s'élèvent à 660 040 euros.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite additive de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Cette retraite additionnelle annuelle est plafonnée à huit fois le plafond annuel de la Sécurité sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. La contribution versée en 2017 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurance s'est élevée à 4 000 000 euros.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : la provision correspondant aux indemnités de fin de carrières a été augmentée de 171 143 euros pour les membres du comité de direction générale présents au 31 décembre 2017.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 31 mai 2017 (*stock-options*) aux membres du comité de direction générale est de 320 000 au prix d'exercice de 37,993 euros. La date minimale d'exercice est le 31 mai 2019. La charge comptabilisée en 2017 ressort à 307 693 euros.

NOTE 21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET DÉTERMINATION DU CASH FLOW LIBRE

21.1 Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et cessions de filiales.

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total 31/12/2017
<i>(en millions d'euros)</i>							
Trésorerie	5	3	10	(9)			9
Stocks		(19)	(8)				(27)
Clients et créances	22	(1)	(46)	(25)			(50)
Actifs non courants (hors goodwill)		4	(112)	61			(47)
Goodwill			(25)	(25)			(50)
Fournisseurs et dettes courantes	(25)	16	47	61		1	100
Dettes non courantes	(1)	(1)		(5)			(7)
Provisions non courantes		(1)	2				1
Impôts non courants		1					1
PRIX D'ACQUISITION OU DE CESSION NET DES ACTIVITES CONSOLIDEES	1	2	(132)	58		1	(70)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(5)	(3)	(10)	9			(9)
Dettes nettes sur activités consolidées	(4)	3	(1)				(2)
FLUX DE TRÉSORERIE NET RESULTANT DE L'ACQUISITION OU SORTIE DES FILIALES	(8)	2	(143)	67		1	(81)

Les acquisitions et cessions de la période concernent principalement :

- Colas : acquisitions d'activité Graymont (USA) et Meloche (Canada), carrières Malet, cession Cermark et Prakan (République Tchèque), etc.
- TF1 : cession de Groupe AB, acquisitions du groupe Tuvalu (Pays Bas), de Mayane Communication, etc.

21.2 Détermination du Cash-flow libre

	2017	2016
<i>(en millions d'euros)</i>		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2 884	2 504
Coût de l'endettement financier net	(226)	(222)
Impôt	(303)	(249)
CAF après coût de l'endettement financier net et impôts	2 355	2 033
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 036)	(1 962)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	509	324
Investissements d'exploitation nets	(1 527)	(1 638)
TOTAL CASH FLOW LIBRE	828	395

21.3 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement tient compte des provisions courantes comptabilisées au bilan.

	2017	2016
<i>(en millions d'euros)</i>		
ACTIF		
Stocks / Programmes / Droits de diffusion	(65)	73
Avances et acomptes versés sur commandes	(46)	46
Clients et comptes rattachés	(570)	(514)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	(77)	124
s/total	(758)	(271)
PASSIF		
Avances et acomptes reçus sur commandes	127	(159)
Fournisseurs et comptes rattachés	370	592
Provisions courantes	(67)	(77)
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	(67)	109
s/total	363	465
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité ^a	(395)	194

a) Actif = diminution (augmentation)

Passif = (diminution) augmentation

NOTE 22 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés consolidées, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice 2017.

(en milliers d'euros)

	Réseau Mazars				Réseau EY				Autres réseaux ^a				Total	
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		2017	2016
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016		
A - Audit														
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(6 962)	(6 714)	95%	95%	(5 110)	(4 751)	89%	88%	(5 418)	(5 549)	80%	80%	(17 490)	(17 014)
• Bouygues SA	(262)	(233)			(263)	(234)							(525)	(467)
• Filiales intégrées	(6 700)	(6 481)			(4 847)	(4 517)			(5 418)	(5 549)			(16 965)	(16 547)
Missions accessoires	(390)	(299)	5%	4%	(524)	(589)	9%	11%	(323)	(1 041)	5%	15%	(1 237)	(1 929)
• Bouygues SA	(22)	(20)			(91)	(62)							(113)	(82)
• Filiales intégrées	(368)	(279)			(433)	(527)			(323)	(1 041)			(1 124)	(1 847)
SOUS-TOTAL	(7 352)	(7 013)	100%	99%	(5 634)	(5 340)	98%	99%	(5 741)	(6 590)	85%	95%	(18 727)	(18 943)
B - Autres prestations														
Juridique, fiscal, social	(1)	(38)	0%	1%	(95)	(72)	2%	1%	(929)	(243)	13%	3%	(1 025)	(353)
Autres									(88)	(102)	2%	2%	(88)	(102)
SOUS-TOTAL	(1)	(38)	0%	1%	(95)	(72)	2%	1%	(1 017)	(345)	15%	5%	(1 113)	(455)
TOTAL CHARGE D'HONORAIRES	(7 353)	(7 051)	100%	100%	(5 729)	(5 412)	100%	100%	(6 758)	(6 935)	100%	100%	(19 840)	(19 398)

(a) Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau (principalement KPMG chez Colas).

Les missions accessoires ainsi que les autres prestations présentées dans ce tableau pour le Réseau Mazars et EY représentent les Services Autres que la Certification des Comptes. Ils sont principalement constitués d'attestation ou de missions de procédures convenues portant sur les données financières, de diligences dans le cadre de la RSE, d'acquisition ou de revue de l'application de nouvelles normes comptables.

NOTE 23 IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES IFRS 15 : « PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS » ET IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS »

Cette note présente les effets de l'application des normes IFRS 15 et IFRS 9 sur les états financiers du Groupe, ainsi que les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 15 sera appliquée par le Groupe au 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. Les impacts sur les bilans au 31 décembre 2016 et 2017 ainsi que les périodes intermédiaires 2017 sont présentés ci-après.

Les principaux retraitements résultant de l'application de la norme IFRS 15 concernent :

- Les activités de construction (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas), et plus particulièrement Bouygues Immobilier, notamment sur les contrats de type VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). Si le principe de dégageant du chiffre d'affaires et de marge « à l'avancement » n'est pas remis en cause, le calcul de l'avancement du chantier (Logement et Immobilier d'entreprise) intègre désormais les coûts liés aux terrains, entraînant une constatation de chiffre d'affaires et de marge plus importante en début de contrat par rapport à la pratique actuelle. Ce retraitement se traduit par une augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2016 de 64 millions d'euros, nets d'impôts différés.

Pour Bouygues Construction et Colas, le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires « à l'avancement » est conforme aux dispositions d'IFRS 15.

- Bouygues Telecom, suite à l'identification de deux obligations de performance sur les offres Entreprises et Grand Public du fait des offres combinant abonnement et acquisition subventionnée d'un terminal qu'il convient de séparer. Avec IFRS 15, la répartition du chiffre d'affaires entre le terminal vendu et la prestation de service, ainsi que le rythme de reconnaissance sont modifiés. La prise en compte accélérée du chiffre d'affaires sur la vente de terminaux se traduit par la reconnaissance d'un actif sur contrat au bilan pour la différence entre le prix payé par le client lors de la souscription et le prix de la transaction retenu. Cet actif sera repris sur la durée de vie moyenne du contrat. On peut citer également certains coûts d'obtention et d'exécution des contrats actuellement comptabilisés en charges de période ou immobilisés, qui, en IFRS 15, sont activés au bilan à la conclusion des contrats pour passer en charges d'exploitation sur la durée de vie moyenne de ces derniers. Ces différents retraitements se traduisent par une augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2016 de 165 millions d'euros, nets d'impôts différés.

L'UGT Bouygues Telecom au 31 décembre 2016 a fait l'objet d'un test de dépréciation tenant compte des retraitements de la norme IFRS 15 qui ne remet pas en cause les conclusions énoncées dans la note 2.7.4.1 de l'annexe « Test de dépréciation de TF1, Bouygues Telecom et Colas » de l'annexe aux comptes du Groupe au 31 décembre 2016.

- TF1, pour lequel les changements relatifs à la comptabilisation des mandats de commercialisation, et la date de reconnaissance du chiffre d'affaires généré par la vente de droits, notamment TV et SVOD^a, sont sans incidence significative.

Les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers seront appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les appliquera également au 1^{er} janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.

Ainsi, une première estimation de l'effet de la norme IFRS 9 est présentée sur le bilan au 31 décembre 2017.

(a) *subscription video on demand, en français « vidéo à la demande avec abonnement » (permet d'accéder à un catalogue en illimité moyennant abonnement mensuel)*

Les périodes intermédiaires du Groupe sont non auditées et ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

Rubriques du bilan au 31 décembre 2016 impactées par la norme IFRS 15

ACTIF	31/12/2016 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	31/12/2016 Retraité
Immobilisations corporelles	6 566		(154)		(154)	6 412
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	367	(19)			(19)	348
ACTIF NON COURANT	17 432	(19)	(154)		(173)	17 259
Stocks	2 955	9			9	2 964
IFRS 15 : Contrats conclus avec des clients			311		311	311
Clients et comptes rattachés	6 367	89	229		318	6 685
ACTIF COURANT	17 301	98	540		638	17 939
TOTAL ACTIF	34 854	79	386		465	35 319
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2016 Publié				Total impacts IFRS 15	31/12/2016 Retraité
Primes et réserves	6 925	64	149		213	7 138
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 140	64	149		213	8 353
Participations ne donnant pas le contrôle	1 280		16	(1)	15	1 295
CAPITAUX PROPRES	9 420	64	165	(1)	228	9 648
Provisions non courantes	2 199	(21)			(21)	2 178
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	159	15	118		133	292
PASSIF NON COURANT	8 538	(6)	118		112	8 650
IFRS 15 : Passifs sur contrats clients			70	1	71	71
Provisions courantes	1 002		(8)		(8)	994
Autres passifs courants	7 159	21	41		62	7 221
PASSIF COURANT	16 896	21	103	1	125	17 021
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	34 854	79	386		465	35 319

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Rubriques des états financiers au 31 mars 2017 impactées par la norme IFRS 15

Bilan

ACTIF	31/03/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	31/03/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	6 602		(159)		(159)	6 443
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	413	(16)			(16)	397
ACTIF NON COURANT	17 593	(16)	(159)		(175)	17 418
Stocks	3 231	8			8	3 239
IFRS 15 : Contrats conclus avec des clients			318		318	318
Clients et comptes rattachés	6 433	90	228	1	319	6 752
ACTIF COURANT	16 593	98	546	1	645	17 238
TOTAL ACTIF	34 307	82	387	1	470	34 777
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/03/2017 Publié				Total impacts IFRS 15	31/03/2017 Retraité
Primes et réserves	7 690	64	149		213	7 903
Résultat consolidé	(38)		(4)	1	(3)	(41)
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 139	64	145	1	210	8 349
Participations ne donnant pas le contrôle	1 289		15		15	1 304
CAPITAUX PROPRES	9 428	64	160	1	225	9 653
Provisions non courantes	2 174	(21)			(21)	2 153
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	159	18	113		131	290
PASSIF NON COURANT	8 174	(3)	113		110	8 284
IFRS 15 : Passifs sur contrats clients			79		79	79
Provisions courantes	902		(8)		(8)	894
Autres passifs courants	7 179	21	43		64	7 243
PASSIF COURANT	16 705	21	114		135	16 840
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	34 307	82	387	1	470	34 777

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Compte de résultat

	1 ^{er} trimestre 2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	1 ^{er} trimestre 2017 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	6847	(3)	(12)	5	(10)	6837
Achats consommés	(3 137)	3			3	(3 134)
Charges externes	(1 729)	1	(12)	(4)	(15)	(1 744)
Dotations nettes aux amortissements	(375)		15		15	(360)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	121	(1)			(1)	120
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(67)		(9)	1	(8)	(75)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(84)		(9)	1	(8)	(92)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(57)					(57)
Impôt	42		4		4	46
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(26)		(5)	1	(4)	(30)
RÉSULTAT NET	(26)		(5)	1	(4)	(30)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(38)		(4)	1	(3)	(41)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	12		(1)		(1)	11
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	(0,10)					(0,11)
Résultat net des activités poursuivies dilué par action (en euros)	(0,11)					(0,11)
EBITDA	204		(24)	1	(23)	181

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Tableau de flux de trésorerie

	1 ^{er} trimestre 2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	1 ^{er} trimestre 2017 Retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES						
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ						
Résultat net des activités poursuivies	(26)		(5)	1	(4)	(30)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	375		(15)		(15)	360
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	251		(20)	1	(19)	232
Impôt	(42)		(4)		(4)	(46)
Capacité d'autofinancement	266		(24)	1	(23)	243
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (y compris dépréciation et provisions courantes)	(1 227)		5	(1)	4	(1 223)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(1 029)		(19)		(19)	(1 048)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT						
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(453)		19		19	(434)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(394)		19		19	(375)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT						
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	136					136
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	(9)					(9)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 296)					(1 296)
Trésorerie nette à l'ouverture	4 581					4 581
Trésorerie nette de clôture	3 285					3 285
TOTAL CASH FLOW LIBRE	(157)		(1)	1		(157)

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Rubriques des états financiers au 30 juin 2017 impactées par la norme IFRS 15

Bilan

ACTIF	30/06/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	30/06/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	6 689		(163)		(163)	6 526
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	403	(15)			(15)	388
ACTIF NON COURANT	17 669	(15)	(163)		(178)	17 491
Stocks	3 363	7			7	3 370
IFRS 15 : Contrats conclus avec des clients			320		320	320
Clients et comptes rattachés	7 372	80	219		299	7 671
ACTIF COURANT	17 302	87	539		626	17 928
TOTAL ACTIF	35 061	72	376		448	35 509
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	30/06/2017 Publié					30/06/2017 Retraité
Primes et réserves	7 186	64	149		213	7 399
Résultat consolidé	240	(7)	(13)		(20)	220
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	7 884	57	136		193	8 077
Participations ne donnant pas le contrôle	1 289		14		14	1 303
CAPITAUX PROPRES	9 173	57	150		207	9 380
Provisions non courantes	2 110	(21)			(21)	2 089
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	193	15	106	(1)	120	313
PASSIF NON COURANT	8 485	(6)	106	(1)	99	8 584
IFRS 15 : Passifs sur contrats clients			85	1	86	86
Provisions courantes	842		(8)		(8)	834
Autres passifs courants	7 192	21	43		64	7 256
PASSIF COURANT	17 403	21	120	1	142	17 545
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	35 061	72	376		448	35 509

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Compte de résultat

	1 ^{er} semestre 2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	15 162	(32)	(28)	6	(54)	15 108
Achats consommés	(6 993)	17			17	(6 976)
Charges de personnel	(3 673)	2			2	(3 671)
Charges externes	(3 488)	4	(29)	(5)	(30)	(3 518)
Dotations nettes aux amortissements	(750)		30	(1)	29	(721)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	107	(2)			(2)	105
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	385	(11)	(27)		(38)	347
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	417	(11)	(27)		(38)	379
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(115)					(115)
Impôt	(100)	4	12		16	(84)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	294	(7)	(15)		(22)	272
RÉSULTAT NET	294	(7)	(15)		(22)	272
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	240	(7)	(13)		(20)	220
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	54		(2)		(2)	52
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,67					0,62
Résultat net des activités poursuivies dilué par action (en euros)	0,67					0,61
EBITDA	981	(11)	(57)	1	(67)	914

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Tableau de flux de trésorerie

	1 ^{er} semestre 2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 Retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES						
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ						
Résultat net des activités poursuivies	294	(7)	(15)		(22)	272
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	746		(30)	1	(29)	717
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	838	(7)	(45)	1	(51)	787
Impôt	100	(4)	(12)		(16)	84
Capacité d'autofinancement	1 053	(11)	(57)	1	(67)	986
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (y compris dépréciation et provisions courantes)	(1 853)	11	18		29	(1 824)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(926)		(39)	1	(38)	(964)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT						
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(911)		39	(1)	38	(873)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(816)		39	(1)	38	(778)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT						
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(108)					(108)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES						
	(56)					(56)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 906)					(1 906)
Trésorerie nette à l'ouverture	4 581					4 581
Trésorerie nette de clôture	2 676					2 676
TOTAL CASH FLOW LIBRE	116	(7)	(6)		(13)	103

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Rubriques des états financiers au 30 septembre 2017 impactées par la norme IFRS 15

Bilan

ACTIF	30/09/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	30/09/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	6 607		(179)		(179)	6 428
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	372	(8)			(8)	364
ACTIF NON COURANT	17 576	(8)	(179)		(187)	17 389
Stocks	3 172	6			6	3 178
IFRS 15 : Contrats conclus avec des clients			341		341	341
Clients et comptes rattachés	7 630	76	218	1	295	7 925
ACTIF COURANT	17 702	82	559	1	642	18 344
TOTAL ACTIF	35 345	74	380	1	455	35 800
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF						
	30/09/2017 Publié					30/09/2017 Retraité
Primes et réserves	7 256	64	149		213	7 469
Résultat consolidé	713	(11)	(13)		(24)	689
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 340	53	136		189	8 529
Participations ne donnant pas le contrôle	1 314		14	1	15	1 329
CAPITAUX PROPRES	9 654	53	150	1	204	9 858
Provisions non courantes	2 059	(21)			(21)	2 038
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	192	21	105	1	127	319
PASSIF NON COURANT	8 171		105	1	106	8 277
IFRS 15 : Passifs sur contrats clients			92		92	92
Provisions courantes	825		(8)	(1)	(9)	816
Autres passifs courants	7 046	21	41		62	7 108
PASSIF COURANT	17 520	21	125	(1)	145	17 665
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	35 345	74	380	1	455	35 800

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Compte de résultat

	9 mois 2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	9 mois 2017 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	23 828	(51)	(32)	7	(76)	23 752
Achats consommés	(10 963)	28			28	(10 935)
Charges de personnel	(5 520)	3		1	4	(5 516)
Charges externes	(5 390)	7	(42)	(7)	(42)	(5 432)
Dotations nettes aux amortissements	(1 182)		47		47	(1 135)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	140	(3)		(1)	(4)	136
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	976	(16)	(27)		(43)	933
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 058	(16)	(27)		(43)	1 015
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(170)					(170)
Impôt	(257)	5	12	1	18	(239)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	794	(11)	(15)	1	(25)	769
RÉSULTAT NET	794	(11)	(15)	1	(25)	769
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	713	(11)	(13)		(24)	689
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	81		(2)	1	(1)	80
Résultat net des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	2,00					1,93
Résultat net des activités poursuivies dilué par action <i>(en euros)</i>	1,98					1,92
EBITDA	1 987	(16)	(74)		(90)	1 897

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Tableau de flux de trésorerie

	9 mois 2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	9 mois 2017 Retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES						
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ						
Résultat net des activités poursuivies	794	(11)	(15)	1	(25)	769
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	1 156		(47)		(47)	1 109
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 597	(11)	(62)	1	(72)	1 525
Impôt	257	(5)	(12)	(1)	(18)	239
Capacité d'autofinancement	2 024	(16)	(74)		(90)	1 934
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (y compris dépréciation et provisions courantes)	(1 798)	16	3	(1)	18	(1 780)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	62		(71)	(1)	(72)	(10)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT						
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 372)			71	1	(1 300)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 152)			71	1	(1 080)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT						
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(395)					(395)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	(143)					(143)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	(1 628)					(1 628)
Trésorerie nette à l'ouverture	4 581					4 581
Trésorerie nette de clôture	2 954					2 954
TOTAL CASH FLOW LIBRE	562	(11)	9	2		562

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Rubriques des états financiers au 31 décembre 2017 impactées par les normes IFRS 15 et IFRS 9

Bilan

ACTIF	31/12/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	Impacts IFRS 9	31/12/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	6 858		(199)	(1)	(200)		6 658
Autres actifs financiers non courants	563			(1)	(1)	(1)	561
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	337	(14)			(14)		323
ACTIF NON COURANT	17 777	(14)	(199)	(2)	(215)	(1)	17 561
Stocks	3 037	(215)			(215)		2 822
IFRS 15 : Contrats conclus avec des clients			376		376		376
Clients et comptes rattachés	6 732	382	233		615	(23)	7 324
Autres créances courantes	2 581	(21)		2	(19)		2 562
ACTIF COURANT	17 963	146	609	2	757	(23)	18 697
TOTAL ACTIF	35 778	132	410		542	(24)	36 296
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	31/12/2017 Publié						31/12/2017 Retraité
Primes et réserves	7 488	64	149		213	(26)	7 675
Résultat consolidé	1 085	1	(4)		(3)		1 082
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	8 851	65	145		210	(26)	9 035
Participations ne donnant pas le contrôle	1 359		15		15		1 374
CAPITAUX PROPRES	10 210	65	160		225	(26)	10 409
Dettes financières non courantes	5 788					3	5 791
Provisions non courantes	2 085	(27)			(27)		2 058
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	147	20	113		133	(1)	279
PASSIF NON COURANT	8 020	(7)	113		106	2	8 128
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 101	(141)		(1)	(142)		959
IFRS 15 : Passifs sur contrats clients		140	99	1	240		240
Provisions courantes	889	1	(5)		(4)		885
Autres passifs courants	7 109	74	43		117		7 226
PASSIF COURANT	17 548	74	137		211		17 759
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	35 778	132	410		542	(24)	36 296

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Les impacts IFRS 9 concernent majoritairement Colas et la comptabilisation des dépréciations clients sur la base des pertes attendues.

Les catégories d'actifs financiers et des dépréciations selon la norme IFRS 9 sont présentées ci-après :

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en millions d'euros)

	Actifs financiers disponibles à la vente			Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	Total
31/12/2016 publié (IAS 39)	187				78	258	523
Flux 2017					13	27	40
31/12/2017 publié (IAS 39)	187			0	91	285	563
Échéance à moins d'1 an	1					14	15
Échéance entre 1 et 5 ans						80	80
Échéance supérieure à 5 ans	186				91	191	468
31/12/2017 (IFRS 9)	JV par OCI	JV par résultat	Coût amorti	JV par résultat	Coût amorti	Coût amorti	Total
Valeur nette (IFRS 9)	50	130	7	0	91	285	563
31/12/2017 (IFRS 9)	Total JV par OCI	Total JV par résultat	Total Coût amorti	TOTAL			
Valeur nette (IFRS 9)	50	130	383	563			

ACTIFS FINANCIERS COURANTS

(en millions d'euros)

	31/12/2017 Publié		
	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)	7 313	(581)	6 732
Actif d'impôts courants (créances fiscales)	333	(2)	331
Autres créances courantes (personnel, organismes sociaux, État et autres créances)	1 440	(10)	1 430
Créances diverses	1 051	(198)	853
Paievements d'avance	298		298
TOTAL AUTRES CRÉANCES COURANTES	2 789	(208)	2 581
TOTAL (IAS 39)	10 435	(791)	9 644

(en millions d'euros)

	31/12/2017 Retraité		
	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)	7 928	(604)	7 324
IFRS 15 : Contrats conclus avec des clients	376		376
Actif d'impôts courants (créances fiscales)	333	(2)	331
Autres créances courantes (personnel, organismes sociaux, État et autres créances)	1 421	(10)	1 411
Créances diverses	1 051	(198)	853
Paievements d'avance	298		298
TOTAL AUTRES CRÉANCES COURANTES	2 770	(208)	2 562
TOTAL (IFRS 9)	11 407	(814)	10 593

Compte de résultat

	2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	2017 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	32 904	37	(26)	8	19	32 923
Achats consommés	(15 287)	(16)			(16)	(15 303)
Charges externes	(7 280)		(39)	(8)	(47)	(7 327)
Impôts et taxes	(668)	(1)		1		(668)
Dotations nettes aux amortissements	(1 655)		59		59	(1 596)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	85	(25)			(25)	60
Autres produits d'exploitation	1 672		(3)	(1)	(4)	1 668
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 420	(5)	(9)		(14)	1 406
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 533	(5)	(9)		(14)	1 519
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(226)					(226)
Impôt	(303)		4		4	(299)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	163	6			6	169
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 205	1	(5)		(4)	1 201
RÉSULTAT NET	1 205	1	(5)		(4)	1 201
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 085	1	(4)		(3)	1 082
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	120		(1)		(1)	119
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	3,03					3,02
Résultat net des activités poursuivies par dilué par action (en euros)	3,01					3,00
EBITDA	2 968	(5)	(68)		(73)	2 895

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

Carnet de commandes (IFRS 15)

Le carnet de commandes du Groupe au 31 décembre 2017 s'établit à 32 761 millions d'euros.

Tableau des flux de trésorerie

	12/2017 Publié	Activités de construction ^a	Bouygues Telecom	TF1 et autres	Total impacts IFRS 15	2017 Retraité
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES						
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ						
Résultat net des activités poursuivies	1 205	1	(5)		(4)	1 201
QP effective de résultat revenant aux participations dans les coentreprises et entités associées	(87)	(6)			(6)	(93)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	1 638		(59)		(59)	1 579
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 355	(5)	(64)		(69)	2 286
Impôt	303		(4)		(4)	299
Capacité d'autofinancement	2 884	(5)	(68)		(73)	2 811
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (y compris dépréciation et provisions courantes)	(395)	5	(36)	(1)	(32)	(427)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	2 164		(104)	(1)	(105)	2 059
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT						
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 036)		104	1	105	(1 931)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 586)		104	1	105	(1 481)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT						
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(362)					(362)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	(187)					(187)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)	29					29
Trésorerie nette à l'ouverture	4 581					4 581
Trésorerie nette de clôture	4 611					4 611
TOTAL CASH FLOW LIBRE	828	(5)	40	1	36	864

(a) regroupe Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

NOTE 24 LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DU PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2017

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^a	
		2017	2016	2017	2016
FRANCE					
Sociétés contrôlées					
BTP					
Bouygues Construction SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment International SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues TP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
BYTP Régions France SA	Labège	99,97	99,97		
Axione	Malakoff	99,97	99,97		
Brézillon SA	Margny-lès-Compiègne	99,97	99,32		
Challenger SNC	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
DTP SAS	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Centre Sud Ouest (ex DV Construction SA)	Mérignac	99,97	99,97		
Bouygues Energies & Services SAS	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues E&S FM France	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Sud-Est (ex GFC Construction SA)	Colombier Saugnieu	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex Quille construction SA)	Nantes	99,97	99,97		
Kohler Investment	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Nord Est (ex Pertuy Construction)	Nancy	99,97	99,97		
Quille SA	Rouen	Fusion	99,97		
Linkcity IDF (ex Sodéarif SA)	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,96		
Bouygues Bâtiment IDF PPP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Linkcity Sud-Est (ex Cirmad Grand Sud)	Colombier Saugnieu	99,97	99,97		
Immobilier					
Bouygues Immobilier SAS	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SCCV Lavoisier	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SLC SA	Lyon	100,00	100,00		
Urbis Réalisations SA	Toulouse	100,00	100,00		
Routes					
Colas SA et ses filiales régionales	Boulogne-Billancourt	96,60	96,60		
Aximum	Chatou	96,60	96,59	100,00	100,00
Colas Rail et ses filiales	Maisons-Laffitte	96,60	96,59	100,00	100,00
Grands Travaux Océan Indien (GTOI) SA	Le Port (La Réunion)	96,60	96,59	100,00	99,99
Smac et ses filiales	Boulogne-Billancourt	96,60	96,59	100,00	100,00
Spac et ses filiales	Clichy	96,60	96,59	100,00	100,00
Médias					
Télévision Française 1 SA	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		
Dujardin et ses filiales	Cestas	43,81	43,91		100,00
E-TF1	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
HD1	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
La Chaîne Info	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
Newen Studios et ses filiales	Paris	43,81	43,91		100,00
NT1	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
Télé Monte Carlo	Monaco	43,81	43,91		100,00
Téléshopping	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
TF1 Droits Audiovisuels	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
TF1 Entertainment (ex Entreprises)	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
TF1 Publicité	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
TF1 Vidéo	Boulogne-Billancourt	43,81	43,91		100,00
Télécoms					
Bouygues Telecom SA et ses filiales	Paris	90,53	90,53		
Filiales Diverses					
Bouygues Relais SNC	Paris	100,00	100,00		
GIE 32 Hoche	Paris	90,00	90,00		
Société Française de Participation & Gestion (SFPG) SA et ses filiales	Paris	99,80	99,80		

(a) si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Sociétés	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^a		
	2017	2016	2017	2016	
Activités conjointes					
BTP					
Evesa	Paris	47,48 ^b	47,48		47,99
Oc'via Construction	Saint-Quentin-en-Yvelines	73,15 ^c	73,15	74,00	74,00
Coentreprises et entités associées					
BTP					
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	33,32	33,32		
Immobilier					
SAS NDH	Issy-les-Moulineaux	50,00	n.a.		
Médias					
Groupe AB	La Plaine Saint-Denis	Cession	14,71		
Filiales Diverses					
Alstom	Levallois-Perret	27,98	28,28		
INTERNATIONAL					
Sociétés contrôlées					
BTP					
Americaribe Inc.	Miami / Etats-Unis	99,97	99,97		
Bouygues Development Ltd	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Bouygues Thai Ltd	Nonhaburi / Thaïlande	84,97	48,99		
Bouygues UK Ltd	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Bymaroc	Casablanca / Maroc	99,97	99,96		
Dragages et TP (Hong-Kong) Ltd	Hong-Kong / Chine	99,97	99,97		
BYME Engineering (Hong-Kong)	Hong-Kong / Chine	99,97	89,97		
DTP Singapour Pte Ltd	Singapour	99,97	99,97		
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride / Ecosse	99,97	99,97		
Bouygues E&S FM UK	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Karmar SA	Varsovie / Pologne	99,97	99,97		
Bouygues E&S Schweiz AG (ex Mibag)	Zurich / Suisse	99,97	99,97		
Losinger Marazzi AG	Köniz / Suisse	99,97	99,97		
Losinger Holding AG	Lucerne / Suisse	99,97	99,97		
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto / Canada	99,97	84,97		
Thomas Vale Group et ses filiales	Worcestershire / Royaume-	Fusion	99,97		
VCES Holding SRO et ses filiales	Prague / République tchèque	99,97	99,97		
VSL International Ltd	Köniz / Suisse	99,97	99,97		
Immobilier					
Bouygues Immobilier Polska Sarl	Varsovie / Pologne	100,00	100,00		
Routes					
Colas Australia	Sydney / Australie	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas Belgium et ses filiales	Bruxelles / Belgique	96,60	96,59	100,00	100,00
Colas Canada Inc. et ses filiales	Montréal Québec / Canada	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas Cz	Prague / République tchèque	95,73	95,73	99,10	99,10
Colas Danmark A/S	Glostrup / Danemark	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas Hungaria et ses filiales	Budapest / Hongrie	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas Inc. et ses filiales	Morristown New Jersey / Etats Unis	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas Ltd et ses filiales	Rowfant Crawley / Royaume-Uni	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas du Maroc et ses filiales	Casablanca / Maroc	96,60	96,60	100,00	100,00
Colas Suisse Holding SA et ses filiales	Lausanne / Suisse	95,85	95,85	99,22	99,22
ISK	Kosice / Slovaquie	96,60	96,60	100,00	100,00
Filiales Diverses					
Challenger Réassurance	Luxembourg	99,99	99,99		
Uniservice	Genève / Suisse	99,99	99,99		
Activités conjointes					
BTP					
Bombela Civils Jv Ltd	Johannesburg / Afrique	Cession	44,99		

(a) si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

(b) 32,99 % Bouygues Construction, 14,49 % Colas

(c) 49,00 % Bouygues Construction, 24,15 % Colas Rail

n.a. : non applicable

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^a	
		2017	2016	2017	2016
Coentreprises et entités associées					
BTP					
Bina Fincom	Zagreb / Croatie	44,99	44,99		
Hermes Airports Ltd	Nicosia / Chypre	21,99	21,99		
Routes					
Gamma Materials	Beau Bassin / Ile Maurice	48,30	48,24	50,00	49,94
Tipco Asphalt	Bangkok / Thaïlande	30,33	30,52	31,40	31,60

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de Karine Adam-Gruson, Directrice des Relations Investisseurs.

(a) si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt